ALGERIE
1962 1982
BILAN D'UNE
INDEPENDANCE

SOMMAIRE

La lutte des combattants palestiniens et libanais est la nôtre 3
Emigration: comment riposter à la répression en Algérie ? 4

SPECIAL BILAN D'UNE INDEPENDANCE

Vingt ans après... «Pierre est parti, Mohamed a pris sa place» 6
Les masses ont fait la révolution, les bourgeois en ont profité 8
Problèmes sociaux: la côte d'alerte 11
La marginalisation de la jeunesse prolétaire 13
L'oppression dans le «socialisme arabo-islamique» 14
L'oppression culturelle 15
La répression et l'intimidation érigées en système de gouvernement 16
Solidarité avec les prisonniers politiques de Lambèse 18
L'émigration hier et aujourd'hui 19
Les travailleurs n'ont rien à attendre de Ben Bella ! 21
La G «S» E: une tentative d'embrigader les masses 22
Le mouvement de masse 24
Lutte de classes et perspectives révolutionnaires 28

ABONNEMENT

NOM : .....

PRENOM : .....

ADRESSE : .....

.....

.....

A retourner à SARO, 20, rue Jean Bouton 75012 Paris. France.

Etant donnée l'impossibilité d'envoi des mandats d'Algérie, nos lecteurs ont la possibilité, soit de nous faire parvenir des coupons-réponses internationaux, soit de nous renvoyer le bulletin d'abonnement dès maintenant et nous régler plus tard par l'intermédiaire d'un tiers, ou lors d'un éventuel passage en France.

Nos lecteurs peuvent nous écrire pour nous faire part des nouvelles de la vie et des luttes de notre classe dans les entreprises, les quartiers, etc. Ils peuvent également nous écrire pour discuter de nos positions ou pour prendre contact avec nous :

Editions Programme, 20 rue Jean Bouton 75012 Paris.

Numéro de commission paritaire en cours.

TARIF DES ABONNEMENTS ANNUELS

France - Europe Pli ouvert ..... 40 FF
Pli fermé ..... 80 FF

Algérie: équivalent de 30 DA en coupons-réponse internationaux.

Directeur de la publication: Saro. Imprimerie Rotographie, 2, rue Richard-Lenoir, 93 Montreuil

Ce qui distingue notre parti: La revendication de la ligne qui va de Marx à Lénine, à la fondation de l'Internationale communiste et du parti communiste d'Italie (Livourne, 1921); la lutte de la Gauche communiste contre la dégénérescence de l'Internationale, contre la théorie du «socialisme dans un seul pays» et la contre-révolution stalinienne; le refus des fronts populaires et des blocs de la Résistance; la tâche difficile de restauration de la doctrine et de l'organisation révolutionnaires, en liaison avec la classe ouvrière, contre la politique personnelle et électoraliste.

La lutte des combattants palestiniens et libanais est la nôtre

Une fois de plus, après septembre noir en 1970, Tell-el-Zaatar en 1976, la barbarie capitaliste s'est déchaînée sur les masses exploitées du Moyen-Orient. Cette fois, c'est sous le mot d'ordre hypocrite de «paix en Galilée» que l'Etat pied-noir d'Israël accomplit sa sale besogne. Des villes entières comme Tyr et Saïda ont été rasées, Beyrouth-Ouest largement bombardé: on compte déjà 600.000 réfugiés, plus de 15.000 morts et 15.000 blessés. Mais l'attaque armée du sionisme a rencontré une résistance acharnée et héroïque.

Quels étaient les objectifs de Begin? 1) Démembrer militairement l'OLP, surtout après la vague d'agitation sociale qui a secoué les territoires occupés; 2) Profiter de l'affaiblissement de la Syrie par une agitation sociale interne, et de l'Irak dans la guerre avec l'Iran, pour éliminer la Syrie du Liban et libérer l'OLP de sa tutelle; 3) Mettre en place au Liban un Etat soustrait à la pression de la Syrie et de l'OLP et que l'affaiblissement de la gauche libanaise permettait de faire tomber aux mains exclusives des forces phalangistes pro-sionistes et pro-américaines.

Les 7 brigands impérialistes, réunis à Versailles, n'ont opposé à l'entrée israélienne au Liban que des protestations platoniques. Quant au brigand russe, prétendument «ami des Palestiniens», il a fait de même tant qu'on ne touchait pas à son allié syrien, en faveur duquel il a seulement élevé le ton, afin que sa défaite militaire ne soit pas «humiliante».

L'attitude des bourgeoisies arabes a été plus que piteuse. Leurs grandes déclamations sur la «guerre sainte», l'«unité arabe», etc., ont cédé la place au silence le plus total. Aucun sommet arabe n'a pu être réuni. La fameuse arme du pétrole est restée au vestiaire. Le bouillant Kadhafi n'a pas quitté son fauteuil et l'armée syrienne, qui avait accompli des prouesses dans la répression des prolétaires palestiniens et libanais de Tell-el-Zaatar, a carrément filé à l'anglaise devant l'avance de «l'ennemi héréditaire». La seule chose qu'elle ait fait d'utile a été de fuir assez précipitamment de Beyrouth pour laisser ses armes sur place: les masses exploitées et les réfugiés politiques de tout le Moyen-Orient ont ainsi pu s'en saisir, si bien qu'on compte au moins 50.000 hommes et femmes en armes à Beyrouth, et donc pas seulement les 10.000 à 15.000 fedayin encadrés par l'OLP.

Face à la bestialité de l'attaque sioniste, des bombardements massifs, des tanks, des 100.000 soldats de Sharon, le tout avec la complicité active ou passive de tous les impérialismes et des bourgeoisies arabes, les combattants palestiniens et libanais sont restés seuls sur la barricade.

Et ils ont déployé des trésors d'héroïsme. L'armée israélienne n'a pu prendre le vieux quartier de Tyr qu'après un combat mené maison par maison pour liquider la résistance. Il lui a fallu plus de 12 jours pour maîtriser Saïda, après en avoir totalement rasé le centre. Même chose à Damour, et dans d'autres villes plus petites. Quant à Beyrouth, elle n'a pu qu'approcher des faubourgs. Et malgré les cris de victoire de Sharon, malgré les 6000 prisonniers palestiniens soigneusement triés et séparés des autres, les pieds entravés et les yeux bandés, marqués eux aussi du sceau de l'infamie, le «nettoyage» du Sud est loin d'être assuré... aprés 15 jours de guerre.

Le fameux cessez-le-feu demandé au bout de 5 jours de combats acharnés par l'impérialisme américain n'a pas empêché l'armée israélienne de pilonner Beyrouth-Ouest et de chercher à briser moralement la résistance des combattants. Il fallait que Begin cesse le combat avec la Syrie pour ne pas pousser tout à fait cette dernière, incapable de soutenir la guerre, dans les bras de la Russie: et pour rester au Liban, le soulèvement armé des masses exploitées y exige en effet la collaboration directe ou indirecte de toutes les fractions de l'ordre établi, régional et international, pour être contenu, militairement et politiquement. Le gendarme israëlien ne peut ignorer d'autre part le coût militaire, social et politique extrêmement élevé que signifierait son entrée dans la ville, où 800.000 personnes sont entassées et se défendront jusqu'à la dernière goutte de sang.

Les impérialismes, et surtout l'Amérique, ont été surpris de la hardiesse des objectifs de Begin. Cette hardiesse vient du fait qu'Israël se sent, surtout depuis la chute du Chah, le gendarme encore plus indispensable qu'auparavant, dans une région qui ne manque pourtant ni de bouchers ni de gendarmes. Les caprices du garde-chiourne font donc partie aussi de la responsabilité du maître impérialiste, même si ce dernier cherche à s'en laver les mains. Il est clair que l'attaque sioniste a modifié la carte politique de la région, et, après avoir retenu leur haleine devant les risques inouïs encourus,les impérialismes occidentaux cherchent maintenant à profiter de l'aubaine.

L'occasion s'ouvre pour les Etats-Unis de jouer l'arbitre entre Israël et la Syrie et donc de réduire la présence russe. L'occasion se présente aussi de chercher à mener l'OLP à l'abandon de la lutte armée et au désarmement des fedayin, ce qui a toujours été la condition mise à la constitution d'un mini-Etat. Mais Israël est-il prêt à concéder à une OLP amoindrie ce qu'il a refusé à une résistance puissante? Et la direction de l'OLP peut-elle garantir que les fedayin déposeront les armes et que les masses qui ont versé leur sang se satisferont des promesses proposées, même le couteau sous la gorge? Et ne sera t-elle pas condamnée à un combat solitaire et héroïque?

Cette tragédie aura pour la classe ouvrière et les masses exploitées du Moyen-Orient des conséquences politiques incalculables. Quelle aurait été en effet la force de la lutte des masses palestiniennes et libanaises si la révolte des masses exploitées de Cisjordanie n'avait pas été isolée ces derniers mois sous le prétexte fourni par l'OLP que la résistance était trop faible? Faible ou pas, il a bien fallu se battre, et c'est cette résistance armée des masses **seules**, qui a retenu l'avance des mercenaires de l'impérialisme. Quelle sera la force de la classe ouvrière et des masses exploitées le jour où elles pourront être organisées et combattre sur la position intransigeante que réclament leurs intérêts de classe?

Une autre leçon se dégage nettement de la tragédie actuelle. Tous les efforts de la direction de l'OLP pour rechercher l'appui diplomatique des impérialismes (russe, européen et américain), ont consisté à faire pression sur Israël et l'amener à composer avec elle. Ils n'ont abouti qu'à paralyser la lutte des masses exploitées de la région et récemment la solidarité avec la Cisjordanie. Mais cela n'empêche pas Israël de ne pas supporter une OLP armée. Quant aux impérialismes européens ouverts au discours du mini-Etat palestinien, ils ont laissé faire Begin! Comment dans ces conditions continuer à défendre l'idée qu'un mini-Etat, tenu sur les fonts baptismaux de l'ONU par les Etats arabes et les grandes puissances, pourrait être une base pour la destruction d'Israël?

C'est toute la politique de l'OLP qui est cruellement démentie par les faits. Les prolétaires et les masses exploitées arabes sentent d'instinct qu'il ne saurait y avoir de paix avec le sionisme, et que tant que l'Etat mercenaire d'Israël sera debout, existera non seulement l'oppression coloniale des masses arabes au Moyen-Orient, mais aussi le principal pilier de l'ordre bourgeois et impérialiste dans la région.

Les prolétaires et les masses exploitées ont pu voir avec clarté qu'aucune bourgeoisie arabe n'est avec eux dans cette lutte. La raison, dont elles vont désormais pouvoir plus aisément se convaincre, est que cette lutte est une lutte contre l'ordre bourgeois dans son ensemble, qui ne finira qu'avec le renversement de l'ordre établi bourgeois au Moyen-Orient. ■

(19 juin 1982).

Comment riposter à la répression en Algérie ?

A l'appel du Comité des Travailleurs Algériens (CTA), de l'Association des Travailleurs Algériens en France (ATAF), du comité Riposte à la Répression en Algérie (RIPRA) et du Comité du Refus du Code de la Famille (CRCFA), une réunion s'est tenue à Paris le 22 mai 1982. Les objectifs de la réunion étant :

1)dégager des propositions d'action contre la répression qui s'abat sur le mouvement de masse et les militants politiques en Algérie;

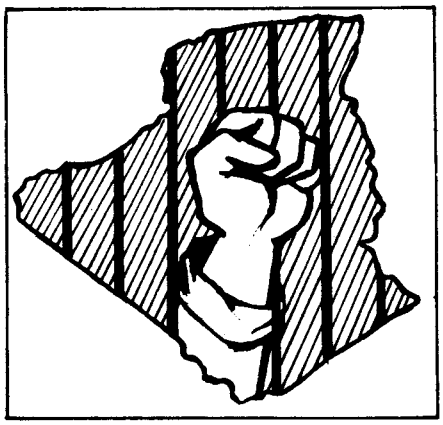
2)discuter de la possibilité de mettre en place un collectif unitaire contre la répression en Algérie.

Etaient présents à cette réunion, outre les signataires de l'appel, le Comité de Défense des Droits Culturels en Algérie (CDDCA), l'Association Syndicale des Etudiants Algériens en France (ASEAF), le Front des Forces Socialistes (FFS), l'Organisation Socialiste des Travailleurs (OST), le Comité Révolutionnaire d'Unité et d'Action (CRUA), le groupe Et-Thaoura et un représentant de notre organisation.

Comme cela était indiqué dans la lettre d'invitation, chaque groupe ou militant présent (il y avait des militants inorganisés) devait exposer des propositions claires et précises comme contribution à la nécessaire riposte à la répression en Algérie ainsi que les points sur lesquels il pourrait théoriquement y avoir un accord minimum préalable à la mise en place d'un collectif unitaire. A partir de l'analyse concrète de la situation qui prévaut en Algérie et dans l'émigration, le comité RIPRA a bien montré qu'il y a des batailles à mener sans tarder et que des mesures d'amnistie, de réduction de peines ou tout simplement de soulagement des conditions de détention en Algérie peuvent être arrachées par une mobilisation effective. Le comité RIPRA a proposé à cet effet un rassemblement devant l'ambassade d'Algérie avant le 5 juillet, date de commémoration du XXe anniversaire de l'accession de l'Algérie à l'indépendance nationale. Les revendications de RIPRA étaient justes et actuelles : «Amnistie générale !, Retour de tous les exilés !». Une telle action, selon RIPRA, pourrait être l'amorce d'un mouvement d'ensemble dans l'émigration algérienne et c'est seulement à partir de là que l'on pourrait envisager la formalisation d'une structure permanente regroupant tous ceux qui expriment concrètement leur volonté de lutter pour ces objectifs avec les **méthodes de l'action directe.**

Le représentant de notre organisation est intervenu d'une part pour affirmer notre accord avec le comité RIPRA et d'autre part pour expliquer notre présence à une telle réunion. En effet, nous ne nous faisons aucune illusion sur la mise en place d'un collectif unitaire regroupant des forces nationalistes petites-bourgeoises comme le FFS et le Patriote (CRUA). La lettre d'invitation prévoyait explicitement des actions en vue de riposter à la répression qui sévit en Algérie. Il s'agissait pour nous de nous assurer que de telles actions étaient effectivement envisagées et qu'elles se situaient sur un terrain de lutte effective.

Le CTA est intervenu pour répondre que ce qui faisait l'objet essentiel du débat, ce n'était pas l'accord sur une



action ponctuelle mais qu'au contraire il fallait assurer l'existence préalable d'une structure premanente avant de passer aux actions. Il fallait donc, pour le CTA, construire d'abord avec l'ensemble des forces en présence un collectif autour d'une plateforme commune. L'ensemble des organisations présentes (FFS, OST, CRUA, ATAF, ASEAF...) s'est bien évidemment rallié à la proposition du CTA. Toutes ces organisations reprochent au comité RIPRA et à notre organisation de vouloir établir des préalables ultimatistes et d'opposer action et plateforme.

Pour notre part, la question ne se situe pas à ce niveau même si effectivement nous pensons que **c'est dans l'action que les différentes forces politiques apparaissent pour ce qu'elles sont dans la réalité.** En effet, la mise en place d'une structure permanente de lutte contre la répression est une question trop importante, pour nous, pour que nous l'envisagions à la légère et plus précisément avec des forces politiques qui ont condamné plus d'une fois le recours aux méthodes de l'action directe et à la violence de masse (FFS, CDDCA) ou qui inscrivent la revendication juste de la libération des détenus et des libertés politiques dans la perspective réformiste de la démocratisation des institutions bourgeoises en crise (FFS, OST, CRUA).

Nous attachons une importance particulière à la question de la riposte à la répression bourgeoise. Mais pour être efficace, celle-ci doit s'appuyer sur les besoins effectivement ressentis et les traduire en objectifs et méthodes clairs et sans équivoque. C'est seulement sur cette base minimale que nous pourrons envisager de travailler en commun avec d'autres forces qui ont un programme et une idéologie différents des nôtres. Il ne nous semble pas être le cas de la réunion qui s'est tenue le 22 mai à Paris. Les forces qui étaient présentes à cette réunion ont par la suite fait de la signature de la résolution constitutive de leur «collectif unitaire» un préalable à toute discussion relative aux éventuelles actions à entreprendre à l'occasion du XXème anniversaire de l'indépendance. Les militants du comité RIPRA, qui étaient animés par la volonté d'arriver à un accord sur un meeting ou un rassemblement de solidarité agissante contre la répression en Algérie, en ont fait l'expérience.

Un collectif qui regroupe des forces comme l'OST, le CRUA et le FFS pourrait sans doute prendre certaines initiatives. Mais ce sera dans une perspective humanitaire et réformiste avec comme préalable l'appel aux organisations démocratiques françaises (PS, PCF, CGT, CFDT, FO) qui sont, comme on le sait solidaires avec le régime bourgeois algérien et qui, à ce titre, enverront à la rigueur des télégrammes priant Chadli de faire preuve de «sagesse»...

C'est pourquoi nous préférons,s'il le faut, prendre ou soutenir des initiatives minoritaires sur des bases justes avec les méthodes de l'action directe en ne comptant que sur la mobilisation des travailleurs et des jeunes dans l'émigration (1) plutôt que de rejoindre le troupeau des marchands d'illusions quels qu'ils soient.

---

1) Tel était le sens de notre participation aux initiatives prises par le comité RIPRA à Paris : occupation du journal *Le Monde* le 5 octobre 1981; rassemblement devant l'ambassade d'Algérie le 21 novembre 1981.

ALGÉRIE 1962 - 1982 BILAN D'UNE INDÉPENDANCE

«J'ai pu lire d'un bout à l'autre le numéro spécial du «Moudjahid». J'ai été navré d'y retrouver, pompeusement idiot, le style d'un certain hebdomadaire régional. Il y a dans ces trente pages beaucoup de foi et de désintéressement mais aussi beaucoup de démagogie, de prétention, un peu de naïveté et d'inquiétude. Si c'est là, la crème du FLN, je ne me fais pas d'illusions, ils tireront les marrons du feu pour quelques gros bourgeois, quelques gros politiciens tapis mystérieusement dans leur courageux mutisme et qui attendent l'heure de la curée. Pauvres montagnards, pauvres étudiants, pauvres jeunes gens, vos ennemis de demain seront pires que ceux d'hier»

MOULOUD FERAOUN (janvier 1957).

Vingt ans après...

Il y a vingt ans, l'Algérie arrachait son indépendance nationale. Celle-ci signifiait pour les masses populaires la fin de l'oppression, des injustices et des inégalités sociales inséparables de l'esclavage colonial. La victoire de la révolution nationale algérienne sur le colonialisme français a été payée par les masses populaires au prix du sacrifice suprême puisqu'il a fallu que le sang d'un million et demi de martyrs coule pour nettoyer la société algérienne de la «syphilisation» colonialiste. A ce titre, la révolution nationale algérienne fut incontestablement une révolution populaire. L'aile radicale de la petite bourgeoisie nationaliste organisée autour du FLN a réussi à entraîner les larges masses exploitées, opprimées et humiliées, en particulier les paysans pauvres qui avaient constitué le fer de lance de l'Armée Nationale de Libération (ALN).

Cependant, le caractère populaire et la base paysanne de la Révolution Nationale algérienne ne pouvaient suffire à en faire une révolution sociale visant à abolir toute forme d'exploitation de l'homme par l'homme, ce qui suppose l'abolition de la division de la société en classes.

Le langage de la bourgeoisie algérienne est celui-là même que tiennent toutes les bourgeoisies qui ont réussi à faire payer aux masses populaires le plus gros du prix de la révolution démocratique ou de la constitution nationale.

Il s'agit de faire croire aux masses, et surtout aux prolétaires qui constituent l'adversaire potentiel irréductible de la bourgeoisie, que l'Etat auquel a donné naissance la révolution nationale est un Etat au-dessus des classes et que, s'il était «légitime», hier, de prendre les armes contre le colonialisme, il n'en serait plus de même aujourd'hui.

Il est clair que la réalité s'oppose aux schémas de la bourgeoisie. Il a suffi que les masses vivent l'expérience des lendemains de l'indépendance pour s'en rendre compte. Alors l'enthousiasme a fait place à un sentiment de frustration profond, voire de découragement. C'est ce qui explique, du moins en partie, que les bourgeois, des grands aux petits, ont pu avoir le temps de profiter de la débandade des colons pour prendre leur place et s'accaparer leurs «affaires» (entreprises, commerces, villas, etc.).

Ce sentiment de frustration provient tout naturellement du fait que les masses ont été témoins depuis l'indépendance de la montée d'une bourgeoisie qui rivalise en cynique opulence avec ses aînées d'Occident et dont le mépris vis-à-vis des couches populaires n'a d'égal que sa servilité à l'égard de l'impérialisme. Et ce, au moment même où les masses assistent à la dégradation de leurs conditions de vie et de travail déjà misérables.

S'il est parfaitement exact que la profondeur de la déception des masses est à mettre directement en rapport avec les sacrifices qu'elles ont endurés durant la guerre d'indépendance, il n'en demeure pas moins vrai que cette déception renvoie également aux illusions que les masses nourrissaient sur la révolution algérienne. Illusions que la bourgeoisie a entretenues et continue d'entretenir a ses fins de classe.

La vérité, c'est qu'une révolution dirigée par la bourgeoisie ou par ses devancières constituées, comme cela a été le cas en Algérie, par des fractions de la petite-bourgeoisie urbaine et rurale ne peut donner autre chose que ce qu'elle a effectivement donné.

Le rôle de la révolution algérienne n'était pas et ne pouvait pas être l'élimination de l'oppression de classe. Son rôle était de détruire une forme, particulière de cette oppression, à savoir la forme coloniale.

C'est pourquoi ce serait un pur non-sens que d'exiger de la bourgeoisie qu'elle fasse autre chose que bâtir son Etat de classe et développer le capitalisme. Au prix de la paupérisation des larges masses prolétarisées et de l'exploitation forcenée des ouvriers. D'ailleurs, si la bourgeoisie a été finalement acculée à ne pas tenir compte de certaines clauses des accords d'Evian, comme celle se rapportant au maintien des colons en Algérie, le mérite historique en revient aux masses qui étaient descendues dans la rue pour impo-

Pendant que les masses combattaient le colonialisme...

"Pierre est parti, Mohamed a pris sa place"

ser la solution révolutionnaire.

La bourgeoisie algérienne n'a pas «trahi» comme le laissent entendre certains courants type PRS. Ce sont les masses qui ont été trompées dans leur générosité révolutionnaire.

Dans la situation de la Russie du début du siècle par exemple, la classe ouvrière avait eu à faire ses premiers pas historiques en compagnie d'un parti solidement ancré sur les principes du communisme révolutionnaire. Le prolétariat algérien avait à peine commencé à balbutier ses premiers mots, notamment avec l'ENA dans l'émigration, que le stalinisme fit tomber sa chape de plomb contre-révolutionnaire sur le mouvement ouvrier international. L'Internationale Communiste, dans ses années glorieuses, avait lancé aux «peuples d'Orient» un appel en faveur de la «guerre sainte» contre l'Occident impérialiste. Elle avait également appelé les prolétaires des métropoles à s'engager dans la lutte décisive contre les centres nerveux du capitalisme mondial. Conformément à sa stratégie unitaire à l'échelle de toute la planète, l'Internationale Communiste avait donc appelé à la soudure de ces deux maillons d'une même chaine.

Le PCF, lui, avait tourné le dos à cet appel au nom de la défense de la Démocratie contre le Fascisme. Le stalinisme a fait de l'Internationale une agence diplomatique au service des intérêts nationaux de l'Etat russe, devenu un Etat bourgeois après que le pouvoir ait eté arraché des mains du prolétariat. Le stalinisme empêcha pratiquement la soudure du mouvement ouvrier métropolitain, qu'il désarma politiquement et physiquement avant de le lancer dans les massacres de la seconde guerre impérialiste, avec le mouvement de révolte anti-impérialiste des masses opprimées des colonies et à leur tête les prolétaires de ces zones qu'il appela par la suite à se fondre dans les «Fronts nationaux», c'est-à-dire dans les bras de la bourgeoisie nationale qui n'hésita pas, une fois l'indépendance acquise, à se retourner bestialement contre les ouvriers et les paysans pauvres.

Le faux parti «communiste» algérien (PCA) s'est rendu tristement célèbre en se faisant en Algérie le champion de cette politique criminelle. C'est donc en toute logique que ses héritiers du PAGS continuent à assumer leur sale besogne qui consiste à empêcher l'organisation et la lutte de classe du prolétariat sous prétexte de «front uni anti-impérialiste» avec les secteurs «progressistes»... de la bourgeoisie nationale.

Désarmé politiquement, le prolétariat algérien a certes participé généreusement au mouvement national et à la révolution anti-coloniale, mais derrière la petite bourgeoisie qui lui imposait son programme et son idéologie à elle. Au lendemain de l'indépendance, la classe ouvrière et les masses prolétarisées qui n'avaient pu disposer ni d'organisations syndicales indépendantes ni à plus forte raison d'un véritable parti de classe révolutionnaire, se sont retrouvées presque nues. Le rapport des forces était en faveur de la petite et moyenne bourgeoisie dont de larges fractions se sont préparées à profiter seules des fruits de la victoire sur le colonialisme: «*Pierre est parti, Mohamed a pris sa place*», les ouvriers agricoles du secteur «autogéré» ont été les premiers à s'apercevoir que, socialement parlant, telle était la signification de l'indépendance nationale.

Aujourd'hui ils sont de plus en plus nombreux, les travailleurs qui se rendent compte, dans leur chair, de cette dure réalité. S'ils en tirent tous les enseignements, les travailleurs et les jeunes conscients profiteront de l'expérience de la révolution algérienne pour semer partout les graines de la prochaine révolution qui sera prolétarienne ou ne sera pas, contribuant à l'organisation autonome du prolétariat sur la base de ses revendications de classe et à l'effort qui consiste, dès aujourd'hui, à jeter les bases du parti marxiste révolutionnaire.

... l'état-major de l'ALN se préparait à la prise du pouvoir

Les masses ont fait la révolution,

Nous reproduisons une lettre que nous avons adressée à un jeune lycéen qui nous écrivait que la révolution algérienne a été faite par les masses pauvres et que ce sont les bourgeois qui en ont profité

Nous sommes d'accord avec toi lorsque tu dis dans ta dernière lettre que la révolution algérienne a été faite par les ouvriers, les fellahs et les pauvres et qu'aujourd'hui après l'indépendance on s'aperçoit bien vite que ce sont les bourgeois qui en bénéficient, à voir comment ils s'engraissent sur le dos des masses exsangues. En effet, on n'a qu'a rappeler qu'au moment même où l'Etat bourgeois appelle les travailleurs à accepter l'austérité et les sacrifices les plus inimaginables, il paraît qu'il y a quelques 2500 milliardaires en Algérie.

Le marxisme, c'est-à-dire la doctrine révolutionnaire du prolétariat, a déjà prévu un tel phénomène. Il en a donné les causes et c'est pourquoi les communistes révolutionnaires savent aujourd'hui tirer les leçons du passé aussi triste et amer fût-il.

L'histoire de plusieurs décennies témoigne que les masses algériennes et à leur tête les ouvriers des villes et des campagnes ont toujours été à la pointe du combat contre le colonialisme. Dans les années 1920, les bourgeois algériens, dont l'expression politique la plus radicale était représentée par l'Emir Khaled, réclamait de la France quelques réformes comme l'augmentation du nombre des algériens dans les fameuses délégations financières. Pendant ce temps, les paysans pauvres se révoltaient contre l'expropriation de leurs terres par les colons et contre l'envoi de leurs fils aux contingents coloniaux de l'armée française. Les ouvriers émigrés qui luttaient à la fois contre l'exploitation capitaliste des patrons et contre l'oppression raciale et coloniale n'ont pas hésité dès 1925 à exiger, en plus de leurs revendications immédiates, l'indépendance de l'Afrique du Nord.

A partir de 1930, les bourgeois algériens «francisés» type Ferhat Abbes demandaient poliment l'«assimilation» des «indigènes...évolués» et leur «égalité» avec les citoyens français dans le cadre de la «grande union française». De leur côté, les bourgeois «traditionnalistes» et religieux avec à leur tête Ben Badis criaient à qui voulait les entendre : «nous voulons être des français musulmans». Par contre, les masses exploitées ont profité du retour des émigrés après la crise de 1929 pour reprendre en Algérie même le combat que menaient les travailleurs en France autour de l'«Etoile Nord-Africaine».

A la fin de la 2ème guerre mondiale, ce sont les masses laborieuses qui sont descendues dans la rue le 8 Mai 1945 pour crier leur haine de l'Ordre impérialiste déguisé sous le masque de la démocratie. Ce sont les masses qui, avec leur héroïsme et leur générosité, ont pu justement donner un nouveau souffle au PPA-MTLD qui était à l'époque travaillé par des tendances réformistes et légalistes. D'ailleurs, c'est sur cette combativité des masses que s'appuieront par la suite les militants révolutionnaires qui ont imposé à leur parti la création de l'OS.

Après l'éclatement de la révolution du 1er Novembre 1954, ce sont avant tout les ouvriers et les fellahs qui ont répondu avec enthousiasme aux appels à l'insurrection. D'ailleurs, les bourgeois algériens, aussi bien les «libéraux» genre F.Abbes que les «traditionnalistes» comme Bachir El Ibrahimi n'ont rejoint le FLN qu'en 1956 c'est-à-dire après avoir eu toutes les garanties que le mouvement de masse est bien incapable de déborder le FLN qui arrivait malheureusement à le canaliser dans le cadre des objectifs strictement nationaux et donc bourgeois.

La raison qui fait que les ouvriers soient toujours partie prenante dans les moments révolutionnaires même quand ils n'arrivent pas à lutter sur la base de leurs intérêts de classe propres ni à plus forte raison diriger le mouvement social, est toute simple : c'est que les ouvriers n'ont rien à perdre dans la lutte que leurs CHAINES.

La question que se posent la plupart des prolétaires aujourd'hui reste évidemment la suivante: comment se fait-il que les ouvriers et les paysans pauvres se soient laissés tromper, frustrer et même sauvagement réprimer aux lendemains de l'indépendance? Pour répondre à cette question nous devons aborder la **nature** de la révolution algérienne. Les bourgeois racontent toujours et partout qu'elle fut une révolution à la fois **nationale** et **sociale**, c'est-à-dire qu'elle avait pour objectif de détruire en même temps l'oppression coloniale à caractère politique et

les bourgeois en ont profité

racial et l'«exploitation de l'homme par l'homme» ouvrant ainsi suivant leurs dires la voie à une société où règnerait la «fraternité musulmane». Il est clair que la réalité que vivent brutalement les masses prolétarisées s'oppose complétement aux schémas mensongers de la bourgeoisie. Dans la réalité, elle ne fait avec son bla-bla-bla sur la «révolution par le peuple et pour le peuple» que tromper les masses affamées et enchaînées.

La vérité, c'est que la révolution algérienne, qui fut strictement **nationale**, c'est-à-dire démocratique-bourgeoise comme l'attestait si bien la proclamation du FLN du 1er novembre 1954, n'avait détruit **du point de vue politique** l'oppression à caractère national et racial des colons que pour remplacer **du point de vue économique et social** l'exploitation des colons par une nouvelle forme d'exploitation. Dans les faits, la bourgeoisie coloniale a cédé la place du point de vue social à la bourgeoisie nationale (qu'elle soit étatique ou «privée»). Les travailleurs agricoles avaient toalement raison quand ils décrivaient les responsables des domaines et autres représentants de l'Etat en ces termes: «*Pierre est parti, Mohamed a pris sa place*»!

Le malheur de l'époque fut évidemment que la classe ouvrière malgré ses élans généreux n'a pas pu imposer sa propre volonté. Elle n'avait pas combattu sur la base de son programme historique mais plutôt sous la direction et la bannière d'un mouvement petit-bourgeois quand bien même il était national-révolutionnaire. La plus grande responsabilité du désarmement idéologique et politique qui a pesé sur le prolétariat et pèse encore toujours aujourd'hui (même si ce n'est plus dans les mêmes proportions) incombe au **stalinisme**.

En effet, celui-ci se prétendait le représentant du prolétariat mais dans les faits, les choses se passaient autrement; c'est ainsi que le stalinisme, après avoit agité le mot d'ordre de l'indépendance de manière verbale de 1924 à 1936, est arrivé à dénoncer ceux qui voulaient en finir avec l'Ordre colonial sous le prétexte de la «lutte prioritaire contre le fascisme». En 1936, le stalinisme abandonna le mot d'ordre de l'indépendance, ce qui poussera les travailleurs et les masses paysannes et plébéiennes à aller vers les partis nationalistes bourgeois et petit-bourgeois. Ce n'est pas un hasard si, aujourd'hui, les héritiers du stalinisme organisés dans le PAGS continuent d'œuvrer activement pour désarmer les travailleurs et les pousser toujours plus dans les bras de la bourgeoisie nationale sous prétexte de réaliser les tâches d'«édification nationale».

Mais si nous soutenons fermement que la révolution algérienne n'a pas aboli l'**exploitation de classe**, nous ne pouvons pas pour autant partager les illusions que nourissent encore bon nombre de prolétaires malheureusement au sujet de la révolution algérienne. En effet, il serait fou de demander à cette dernière d'aller plus loin jusqu'à satisfaire les espoirs des masses laborieuses. La bourgeoisie n'a **jamais** rien donné d'autre que des... promesses mensongères et quand elle

(suite page 10)

(suite de la page 9)

Les masses ont fait la révolution, les bourgeois en ont profité

en ressent la nécessité la matraque au grand jour comme elle est en train de la faire maintenant sous prétexte d'«assainissement».

Pour aller plus loin, c'est-à-dire pour soulager notre situation aujourd'hui et préparer notre lutte libératrice de demain, il faut que le prolétariat rentre en scène, **avec son programme propre**, c'est-à-dire le **programme communiste** unique à l'échelle internationale parce que le capitalisme, les conditions de sa production et donc les conditions de l'exploitation du prolétaire sont les mêmes dans le monde entier. Cela suppose donc avant tout la rupture du «front de classe» que la bourgeoisie a réussi à construire durant la guerre anti-coloniale et qu'elle tente de sauvegarder pour éviter l'irruption des ouvriers. Cela suppose que les ouvriers doivent tourner le dos à la politique de «solidarité nationale» qui ne sert que les bourgeois. Les prolétaires ne doivent écouter que la voix que leur dictent leurs **intérêts de classe** indépendants de la nationalité. En effet, la classe ouvrière dispose d'une force magnifique que lui donnent les conditions de la production capitaliste: c'est elle qui produit toutes les richesses de la société, le progrès du capitalisme n'a fait qu'augmenter dans des proportions inconnues jusque-là son **nombre** et développer sa **concentration**. C'est cette force-là que les bourgeois et leurs valets du PAGS tentent de dissuader la classe ouvrière d'utiliser.

Seule la **révolution** et la **dictature** prolétariennes pourront enfin ouvrir la voie à la transformation communiste de la société et permettront ainsi la fin de l'exploitation et de l'oppression d'une classe par une autre et donc la fin de la division de la société en classes. Pour tout cela, le prolétariat a besoin de se constituer en parti communiste autonome par rapport à tous les autres partis bourgeois et petit-bourgeois et s'opposant à eux. Ce parti aura essentiellement pour rôle de **féconder** le mouvement immédiat de la classe poussée à se battre pour vivre en lui donnant l'**unité** de **volonté, d'orientation** et **d'action** indispensable pour affronter demain victorieusement la capitalisme. C'est à cette tâche que nous nous consacrons.

Les cimes d'aujourd'hui

Sur les cimes d'aujourd'hui
Nous regardons en arrière
Vers cet hier quand nous peinions
A faire sortir la France
Même si encore d'aucuns
Essaient de le cacher
Sa veille est aujourd'hui
Devant nous l'étaleront
Le soulèvement, ce n'était pas par religion
Ni par folie
Et le joug colonial français
N'était pas le seul que nous voulions secouer
Le regard d'hier
Voyait aujourd'hui
Comme un jour où la France serait sortie
La prospérité rétablie
Jour sans faim et sans contrainte
La saleté disparue
L'injustice brisée
La liberté florissante
Pays sorti du sous-développement
Et de l'ignorance
Les enfants étudiant leurs langues maternelles
L'arabe algérien et le berbère
En fin de compte, maisons détruites ou brûlées
Les héros morts
Le colonialisme aux mille misères
Nous a légué des orphelins
Des veuves et des orphelins
Sur les cimes d'aujourd'hui
Essayons de voir
Depuis que nous avons chassé la France
Où nous en sommes
Les nantis de notre pays
Aujourd'hui
Sont ceux qui cassaient les portes
Alors que nous nous cassions au combat
Quand nous dansions sur les routes
Dans des mares de sang
Mélangé aux pleurs
Des veuves et des orphelins
Ils se battaient eux,
Pour savoir à quelle sauce ils allaient nous manger
Ils dévièrent de la voie
Pour laquelle tant étaient tombés
Les morts sont tranquilles
Depuis leur dernier jour
Ils n'ont pas connu la déception
Leur Algérie ils l'ont trouvée...
C'est de notre Algérie, nous les vivants
Que nous nous plaignons
Nous qui sommes tels les sommiers
Pour ceux qui nous ont brisés
Sur les cimes d'aujourd'hui
Nous regardons droit devant
Comment sera fait demain ?
Le combat pointe à l'horizon
Vers le combat nous irons
Conquérir nos droits
Nous détruirons ce qui nous brise
Par la force de notre UNION

(chant berbère de FERHAT)

Problèmes sociaux : La côte d'alerte

Pénuries et hausses des prix

Les pénuries de toutes sortes de Les pénuries de toutes sortes de produits sont périodiques. La hausse vertigineuse des prix ne cesse de ronger le pouvoir d'achat déjà maigre des travailleurs. De novembre 1978 à janvier 1980, le SNMG (SMIG) est resté bloqué en ce qui concerne les travailleurs non agricoles à 4,21 DA par heure alors que dans la même période l'indice général des prix calculé sur la base 100 en 1969 est passé de 196,4 en 1978 à 239,9 en 1980. Les variations annuelles étant de 17,3% en 1978, 11,5% en 1979 et 9,5% en 1980. Pour avoir une idée concrète de la pression inflationniste sur le pouvoir d'achat des familles ouvrières, rappelons que selon la Direction des statistiques et de la comptabilité nationale, le prix moyen de la viande de mouton a évolué de 12 DA le kg en 1969 à 66 DA en 1981, celui de la viande de boeuf (beefsteack non compris) de 10,55 DA le Kg en 1969 à 59,40 DA en 1981 et celui du poulet de 7,20 DA le Kg en 1969 à 20 DA en 1981. En mars 1982, le Kg de haricots verts revenait à 50 DA, l'ail à 50 DA, l'oignon à 10 DA et le piment à 100 DA. Un kilo de piment coûte pratiquement le dixième du salaire d'un smigard et on nous raconte qu'on est en train de construire le socialisme en Algérie !

Du point de vue des conditions de vie et de travail de la classe ouvrière et des masses populaires, le bilan, après vingt années d'indépendance, est alarmant.

La dégradation de la santé des masses exploitées

De l'aveu même de la presse aux ordres, «*aucun CHU n'a été construit depuis l'indépendance au moment où les cadres hospitalo-universitaires ne cessait pas de croitre*» (*El-Moudjahid* du 21/11/81). Pire, le nombre de lits a chuté depuis l'indépendance. L'hôpital Mustapha, par exemple, comptait environ 3000 lits pour une population d'Alger-Ville ne dépassant pas 500.000 habitants. Il dispose aujourd'hui de moins de 2000 lits pour une population de 2 millions d'habitants.

Ces chiffres sont en deçà de la réalité car les 2000 lits en question ne concernent pas seulement la population d'Alger-Ville mais aussi celle de plusieurs autres wilayas du centre, c'est-à-dire plusieurs millions de personnes qui sont obligées d'aller se soigner à Alger parce qu'il n'y a pas grand chose dans leur région. C'est ainsi que 143 sur 168 professeurs, 47 sur 56 docents, 30 sur 38 chargés de cours, 647 sur 851 maîtres-assistants exercent à Alger leur triple activité de soins, de formation et de recherche. En d'autres termes, il y a à peu près un médecin pour 1100-1600 habitants à Alger, Constantine et Oran alors qu'à l'intérieur du pays la moyenne est d'un médecin pour 7800 habitants ! En ce qui concerne la médecine du travail, la situation n'est pas plus heureuse qu'ailleurs. Prenons un exemple : en 1980, 11 médecins seulement sont pourvus de diplômes de spécialistes en médecine du travail pour tout le pays selon *El-Moudjahid* du 8/03/82. Soit 11 médecins pour une population employée dans les villes de 1,5 millions de personnes (commerce et services non compris), c'est-à-dire un médecin pour 150.000 travailleurs ! Sur ces 1,5 millions de travailleurs dits du régime général, il y a eu 65.110 accidents du travail en 1977 contre 39.800 en 1970, soit une augmentation de 163%. Les accidents mortels ont augmenté de 202% en 7 ans : Ils sont passés de 251 en 1970 à 507 en 1977. Par ailleurs, selon le Ministère du travail, sur 600 unités publiques et privées en 1979, 38% ne possédaient pas de matériel de premiers soins, 37% ne possédaient pas de moyens de lutte contre les incendies, 34% ne fournissaient pas les équipements individuels de sécurité, 70% n'informaient pas les travailleurs sur les consignes de sécurité et 50% des machines n'avaient pas de dispositif de sécurité. Les mineurs sont évidemment les plus touchés. Sur 2100 mineurs à El-Ouenza, 538 (1 sur 4) sont atteints de maladies professionnelles; à El Abed, sur 850 mineurs 274 (1 sur 3) ont été diagnostiqués.

La crise du logement

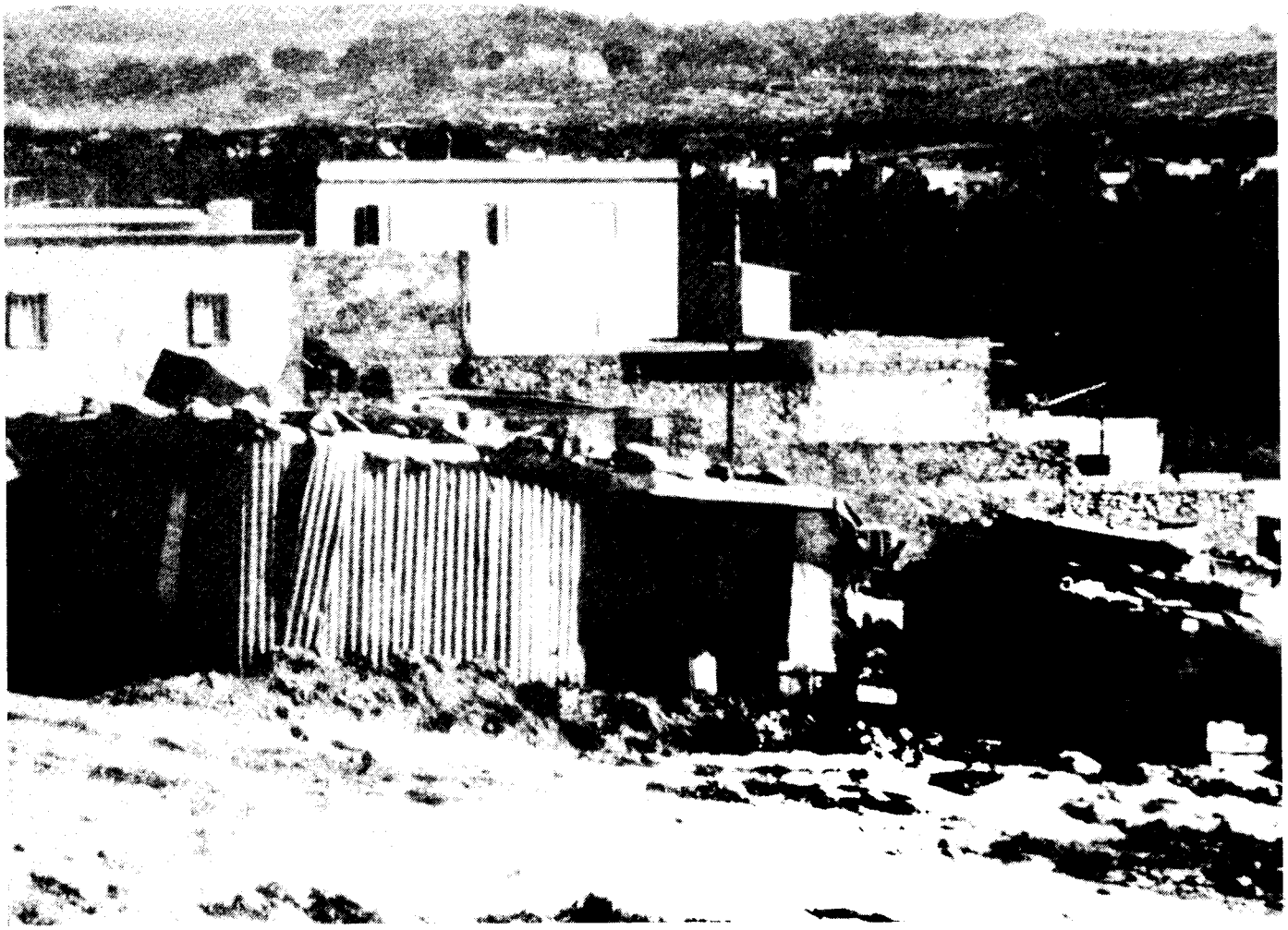
Ce n'est un secret pour personne que la crise du logement a atteint les limites de l'intolérable en Algérie. Selon un document du Ministère de l'habitat de juillet 1979, outre la congestion et la dégradation du logement en Algérie, en milieu urbain 20% des logements n'ont pas l'eau courante et 16% ne sont pas rattachés au réseau électrique. En milieu rural 50% des logements n'ont pas l'eau, 75% n'ont pas d'électricité, 86,3% ne sont pas rattachés à un égoût. Le déficit de logements est considérable. De 1966 à 1977, la population algérienne s'est accrue de 5.175.000 personnes alors que dans la même période, on ne compte que 308.000 logements (y

(suite page 12)

(suite de la page 11)

compris les habitations précaires) construits. Si on tient compte de la nécessité de renouveler un grand nombre de logements vétustes, le déficit serait de 2 à 4 millions de logements selon le Ministère de l'habitat.

Dans le secteur des transports urbains, le déplacement relève d'un véritable exploit. Le mauvais fonctionnement est dû au nombre insuffisant de bus, à l'inadaptation du réseau routier (le réseau d' Alger est prévu pour décuplés dès qu'il s'agit des régions du sud. Les agences de certaines villes de l'intérieur sont en effet particulièrement démunies en moyens alors que les besoins sont importants. Ainsi l'agence de Saïda transporte 1 millier



La saturation des transports publics

Il faut aujourd'hui de véritables catastrophes comme celle de Belahouane en février 1982, au cours de laquelle 126 morts et 147 blessés ont été officiellement dénombrés, pour que le pouvoir prenne des décisions qui ne sont d'ailleurs presque jamais appliquées.

Il semble que le train ait battu le record des accidents ces dernières années. Rien d'étonnant à cela quand on sait que la construction du réseau actuel a été achevée en 1930 et que depuis lors, il n'a subi aucune extension et pratiquement aucune amélioration. Ce n'est qu'en 1974, avec le second plan quadriennal, que le chemin de fer s'est vu accorder des crédits «*qui sont restés cependant très modestes par rapport à l'effort nécessaire pour moderniser le réseau et les installations*» aux dires même d'*El-Moudjahid* du 25/01/82.

40.000 véhicules alors que le nombre de véhicules inscrits à la wilaya est de 300.000 !), aux problèmes de maintenance (pour insuffisance de capacités de maintenance, la RSTA n'a retenu que le nombre de 150 véhicules alors qu'il fallait un apport de 300 en 1982) mais aussi à la mauvaise gestion des bureaucrates qui s'adonnent beaucoup plus à des fonctions de flics contre les usagers et les chauffeurs dans les stations.

Les chauffeurs, dont les conditions de travail sont difficiles, sont très mal payés. Ainsi par exemple, à Constantine, le salaire moyen d'un chauffeur en 1980 était de 1687 DA seulement (heures supplémentaires comprises). Ils préfèrent dans ce cas, aller travailler dans les sociétés nationales où ils ont plus d'avantages; ainsi 10.000 chauffeurs ont transité par la RSTA.

Le transport inter-urbain est particulièrement important en Algérie et il est assuré dans sa presque totalité par la SNTV qui emploie 11.000 travailleurs. On retrouve ici les mêmes problèmes que dans les autres secteurs mais de personnes par jour alors que la demande est estimée au double.

La construction des gares routières étant à la charge des APC qui refusent de le faire, les voyageurs sont souvent condamnés à supporter les intempéries en attendant des cars qui accusent des retards de plusieurs heures.

A cause du mauvais état des routes, les chauffeurs refusent souvent de les emprunter de peur de s'exposer à des accidents meurtriers (les châssis sont changés dans ces zones, tous les 10 jours !).

LISEZ
LE PROLETAIRE
bimensuel

La marginalisation de la jeunesse prolétaire

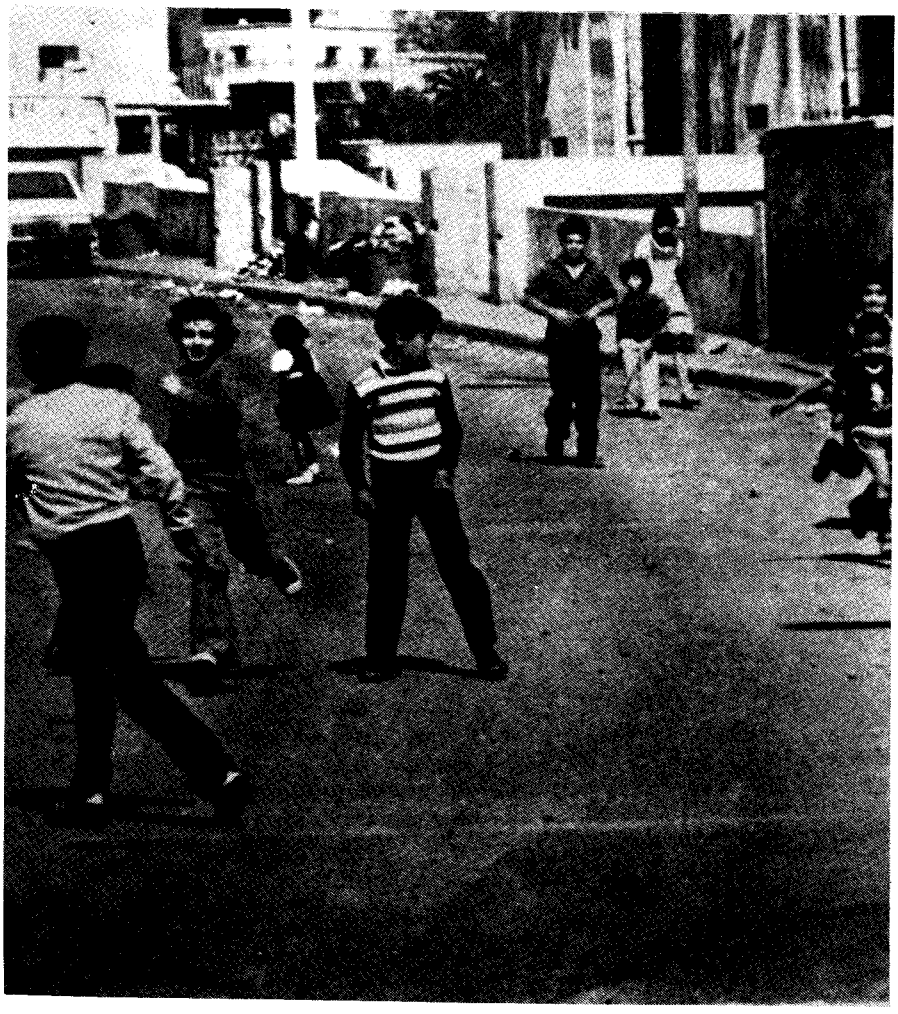
L'Algérie est un des pays où la marginalisation économique et sociale des masses est extrêmement élevée. Quand on sait que la population algérienne est très jeune (60% a moins de 20 ans) on comprend aisément que cette marginalisation touche de manière aigue la jeunesse, prolétaire dans son écrasante majorité. Ainsi, «*plus d'un million de jeunes âgés de 15 à 20 ans constituent une population flottante car n'est ni intégrée dans le système d'éducation ni à celui de l'emploi*». C'est le rapport de la commission du plan et des finances qui établit cette dure réalité.

Selon le ministère du travail et de la formation professionnelle, 480.000 jeunes ont été exclus du système scolaire en 1979 et 254.000 en 1980. Plus récemment encore et selon le quotidien gouvernemental *El-Moudjahid* du 27/07/81, sur 100 élèves inscrits à l'école primaire, 50 arrivent en première année moyenne (6ème), 27 passent le cap de la 3ème et...7 seulement atteignent la terminale. Sur ces 7, 25% réussissent au bac, soit 1,75. C'est-à-dire que sur 100 jeunes écoliers, 2 arrivent à accéder à l'université !Sur les 98 %*qui restent, 29% seulement seraient absorbés par le système de formation professionnelle. Il y a un an, on donnait les chiffres suivants : ×en électromécanique, 25,6% de réussite à l'échelle nationale; CAP construction mécanique 16,6%; CAP aide-comptable 19,6%; CAP employés d'assurance 13,3%; CAP moniteurs 7,21%; instructeurs 26,15%*» (*Algérie-Actualités* n° 823). Pour voir plus concrètement ce phénomène, nous pouvons reprendre un exemple cité dans *Algérie-Actualités* du 20/11/80 : sur 5000 candidats, le centre de formation de Bordj El Bahri a recruté 600 jeunes; sur 6000 candidates le centre féminin de Birkhadem en a retenu 600; soit, respectivement, 12% et 10% ! De plus, les «veinards» qui accèdent à ces centres de formation, c'est-à-dire ceux qui ne sont pas dans la pire des situations, reçoivent une indemnité mensuelle de 180 à 240 DA allouée par le ministère du travail soit le quart du SNMG !

Tous ces chiffres ont au moins le mérite de montrer ceci : lorsque nous parlons de la jeunesse en Algérie, on voit bien que concrètement, ce terme recouvre une couche qui, dans son écrasante majorité et même si ses origines sont parfois petites-bourgeoises, est formée de prolétaires ou de futurs prolétaires, c'est-à-dire de **sans-réserves**; une couche qui, bien qu'étant de plus en plus marginalisée économiquement et socialement, n'a rien à voir, dans son écrasante majorité, avec la racaille, le lumpen-prolétariat dont parlait Marx.

Cette marginalisation ne va pas sans une oppression accrue de l'Etat bourgeois sur la jeunesse dans laquelle il voit, à juste titre, une matière extrêmement explosive comme viennent de le montrer les jeunes révoltés de l'Oranais. Ainsi, parallèlement à la répression des flics en uniforme (rafles dans les quartiers et les cafés populaires, arrestation des petits vendeurs à la sauvette —les gros trafiquants restant libres comme l'air !—, obligation à toute interpellation de justifier la scolarité ou un emploi sous peine d'envoi dans des camps de travail, contrôle et bastonnade des couples qui ne justifient pas d'une liaison officielle telle époux-épouse, frère-sœur, etc), il y a en plus la répression des flics sans uniforme, c'est-à-dire les bandes de Frères Musulmans et de Baâthistes (expéditions contre les grévistes et contre les étudiants en lutte pour leurs droits, bastonnades de jeunes filles, de couples, de ceux qui ne font pas le ramadhan, etc). Tout cela sans parler du poids de l'oppression familiale, sexuelle, etc.

Cette situation, catastrophique en soi, reste cependant potentiellement porteuse de germes de révolte. Les militants d'avant-garde et les jeunes combatifs doivent accorder une attention particulière à la jeunesse prolétaire et assumer les tâches urgentes de **sensibilisation**, de **mobilisation** et d'**organisation** des jeunes prolétaires et sans-travail.



L'oppression des femmes dans le "socialisme arabo-islamique"

Les discriminations qui touchent les femmes en Algérie se retrouvent dans tous les domaines de la vie politique, économique et sociale. Moins de 100.000 femmes ont la chance de travailler. Sur une population active féminine de plus de 3 millions, cela équivaut à 3%. D'autres sources donnent un chiffre inférieur encore. Dans tous les cas, la marginalisation de la femme atteint un des taux les plus forts dans le monde. Dans la pratique, la bourgeoisie utilise donc l'arsenal des traditions islamiques pour choisir que le chômeur prioritaire soit toujours une femme. L'article 32 de l'avant-projet du code de la famille interdit carrément à la femme de travailler sans l'autorisation du mari. Les femmes qui travaillent sont pour la plupart obligées de se diriger vers les travaux subalternes, généralement sous-payés et sous-qualifiés (filles de salle dans les hopitaux, femmes de ménage, O.S., dactylos...). Elles n'ont bien sûr aucune «sécurité de l'emploi» et seront les premières licenciées en cas de fermeture. Comme nous le verrons plus loin, elles subissent une double exploitation, non seulement du fait des discriminations d'emploi et de salaires, mais aussi du fait que la charge des tâches domestiques, après le travail, pèse entièrement sur elles. Il faut compter aussi avec l'oppression sociale étouffante liée au rôle traditionnel de femmes au foyer qui leur est toujours réservé et qui ne manque pas de se faire sentir à tous les niveaux.

La grande majorité des femmes sont donc des femmes au foyer. Mais la bourgeoisie ne veut pas reconnaitre que chômage qui règne en Algérie touche aussi bien les femmes que les hommes, (45%, plus d'1 million de chômeurs et 97,5% de chômeuses sur une population active de 6 millions de personnes de 19 à 65 ans).

La crise du logement ne manque pas non plus de se répercuter particulièrement sur la situation des femmes. Le logement a été délaissé par la bourgeoisie qui investit au gré de ses appétits et des profits qu'elle en retire. «Il faudrait construire 100.000 logements par an au minimum à partir de 1980 et 200.000 à partir de 1990».

Lorsqu'on sait la difficulté qu'il y a à trouver un logement, on connait le problème de nombreux couples obligés de vivre chez la famille (du mari en général) et ainsi se perpétuent le contrôle des beaux-parents sur la femme et la lourdeur des tâches domestiques. Quand on sait que «6.892.000 urbains vivent en moyenne à 7,20 personnes par pièce», on imagine la fatigue et l'usure de la femme qui s'occupe des enfants dans un espace aussi réduit, les difficultés que cela entraine pour le travail scolaire de ceux-ci...

Les discriminations qui frappent le sexe féminin apparaissent aussi sur le plan de la scolarisation. Les filles vont moins nombreuses à l'école et sont retirées plus tôt que les garçons. «De 1969/70 à 1972/73, la scolarisation des garçons a proportionnellement augmenté plus vite que celle des filles dans l'enseignement primaire et secondaire»; d'autre part, «la différence de scolarisation tend à s'élargir au fur et à mesure qu'on monte dans la pyramide des âges». Il faut noter qu'en 1976/77, 34,2% des 612.229 enseignés moyens sont des filles, ainsi que 23,3% des étudiants de l'enseignement supérieur en 1977/78.

La fille subit de fait une double discrimination :

— d'une part du fait de l'oppression sociale qui pèse sur les femmes et qui se répercute au niveau de la famille celle-ci préférant axer tous ses efforts vers le garçon considéré plus «apte» aux études et considérant qu'à partir de 16 ans la fille doit contracter un mariage qui pourra alléger la famille (et aussi du fait des discriminations de l'emploi, le mariage représentant une «sécurité» pour elle).

— d'autre part du fait de la sélection accrue au niveau de l'enseignement secondaire liée au chômage et à l'étroitesse du marché et à l'insuffisance des structures de formation, facteurs qui pèsent plus particulièrement sur les filles.

Comme nous le montrions dans le n° 11 d'*El Oumami*, les femmes sont considérées comme d'éternelles mineures. Et qu'on ne s'y trompe pas, l'Etat bourgeois a pour rôle d'entretenir les traditions réactionnaires derrière une façade «progressiste». Si la loi de 1963 fixe l'âge minimum du mariage à 18 ans pour le garçon et 16 ans pour la fille, si le mariage forcé et le mariage précoce sont interdits...le consentement personnel de l'épouse n'est toujours pas requis et la dote constitue encore la part d'une transaction hypocrite des familles. Les parents ont donc toujours une place prépondérante dans le choix du conjoint et la surveillance du père et des frères s'exerce au niveau des relations (sorties, activités des filles) jusqu'à ce que le mari prenne le relai. Et si l'on remarque une légère tendance à la famille nucléaire, c'est l'Etat qui prend le relai avec ses flics qui contrôlent les couples de jeunes...Dans la vie quotidienne, les femmes sont victimes de multiples discriminations administratives (divorces...

L'UNFA (Union nationale des femmes algériennes) est présentée démagogiquement comme ayant été créée dans le but de «*l'émancipation des femmes par l'association à la vie publique dans le travail, dans la famille et dans la vie publique*» (statuts). C'est

(suite page 20)

L'oppression culturelle

Depuis l'accession du pays à l'indépendance, les régimes qui se sont succédés à la tête de l'Etat bourgeois ont adopté l'idéologie «arabo-islamique» comme idéologie officielle. L'Islam est considéré comme religion d'Etat, l'arabe classique comme unique langue nationale. Nous ne reviendrons pas ici sur les fondements historiques de l'idéologie «arabo-islamique» en Algérie (voir *El Oumami* n°16). L'hégémonie de cette idéologie signifie concrètement oppression et marginalisation des langues et des cultures populaires algériennes. L'émergence d'un mouvement culturel berbère sur la scène sociale en 1980 a permis de poser le problème de l'oppression culturelle en Algérie.

Deux tendances se sont cristallisées au niveau du régime algérien sur cette question. Une tendance méprisante et aristocratique qui refuse catégoriquement le droit à l'expression en Tamazight et en arabe algérien et une tendance plus subtile et paternaliste qui vise à folkloriser les langues et les cultures populaires pour mieux désamorcer le mouvement de revendications culturelles.

La marginalisation dans laquelle sont plongées les masses populaires en Algérie apparaît à tous les niveaux : économique, social, politique et culturel.

L'ampleur de cette marginalisation plonge ses racines dans l'histoire contemporaine de l'Algérie. La colonisation de peuplement, la pénétration du marché, l'introduction de la propriété privée, la guerre livrée par l'armée coloniale contre les populations autochtones sont autant de facteurs qui ont contribué à la destruction violente des anciennes structures économiques et sociales en Algérie.

La marginalisation c'est avant tout l'expropriation des fellahs, c'est la projection des masses prolétarisées vers les villes où elles sont livrées à la misère absolue et à l'attente d'un hypothétique emploi quand elles n'ont pas pu suivre le chemin de l'émigration.

Les caractéristiques du capitalisme colonial tourné vers la métropole impérialiste reproduisent, en le poussant jusqu'au bout, la situation dont parlait Marx au siècle dernier à propos de l'Inde : l'équilibre de la société ancienne est rompu mais l'absence du développement capitaliste ne permet pas l'utilisation de la main d'œuvre rejetée des campagnes; la société ne souffre pas seulement de l'introduction du capitalisme mais aussi du manque de développement de celui-ci.

Cette situation économique et sociale terrible où des millions d'hommes sont **marginalisés par rapport aux modes de production ancien et nouveau à la fois** ne peut pas ne pas avoir des conséquences au niveau linguistique et culturel. Cependant, il serait faux de considérer que durant la période de domination coloniale, la marginalisation était le lot de tout le peuple algérien, toutes classes confondues.

Les classes sociales qui ont gardé un statut économique privilégié (bourgeoisie traditionnelle, propriété foncière) se sont réfugiées dans la culture arabo-islamique pour justifier leur position sociale. Les classes sociales privilégiées qui sont nées à l'ombre de la société coloniale (professions libérales, fonctionnaires...) ont mis à profit les brèches qui s'ouvraient sur le mur de la société coloniale et ont eu recours à la culture occidentale et à la langue française pour assurer leur promotion et sauvegarder leur statut social.

Ce n'est donc pas un hasard si après l'indépendance, les classes dominantes ont su prendre le relais du colonialisme. Sur le plan économique et social, la marginalisation des masses s'est accentuée avec la crise de l'agriculture et l'exode rural qui s'en suit.

Les quelques pôles industriels mis sur pied par la bourgeoisie algérienne n'ont même pas suffi pour l'emploi des masses prolétarisées qui ont été arrachées à leurs terres par l'armée coloniale durant la guerre de libération nationale; sans parler de ceux qui continuent à quitter les campagnes à la recherche d'un emploi. Sur le plan linguistique et culturel, cette situation se traduit par la marginalisation des langues populaires, instruments d'expression des masses exploitées et opprimées.

Il n'est donc pas juste d'opposer le développement économique capitaliste à la marginalisation culturelle comme le fait le rapport de la commission «culture et développement de la société» au séminaire de Yakouren : «*après avoir acquis l'indépendance politique, l'Algérie s'est consacrée principalement au développement économique en marginalisant ainsi le développement culturel*».

Dans la réalité, le développement capitaliste auquel on assiste en Algérie depuis l'indépendance, n'a fait qu'accentuer la marginalisation socio-économique des masses. La marginalisation des langues populaires en est le reflet. Notons, cependant, que le contenu des documents de Yakouren, dans la mesure où il constitue le résultat des débats effectués en été 1980, n'est pas homogène, notamment en ce qui concerne cette question et il est important de rappeler qu'il existe même sur cette question des éléments d'analyse marxiste qui demandent à être développés et tranchés.

La répression et l
érigées en système

La bourgeoisie algérienne n'a réussi jusqu'ici à sauvegarder son système d'exploitation, d'oppression, de piston et de corruption que par le recours systématique à la répression et à l'intimidation. Depuis 1962-1963 tous les partis et groupes politiques sont interdits. Le FLN, vidé au lendemain de l'indépendance de ses éléments honnêtes et sincères, est devenu depuis une organisation para-étatique, une milice spécialisée dans le flicage social, la manipulation et le mensonge professionnel. Pour faire face à la colère des masses qui étaient révoltées par la course au pouvoir et aux richesses dans laquelle se sont lancées dès 1962 les fractions bourgeoises et petites-bourgeoises, l'état-major de l'Armée des frontières commandées par le colonel Boumediène n'a pas hésité à soutenir le bureau politique du FLN avec à sa tête Ben Bella contre la rebellion des wilayas III et IV. Les affrontements de l'armée de Boumediène avec les combattants de la wilaya IV en septembre 1962 à eux seuls ont fait officiellement un millier de morts. Lors de l'insurrection de la Kabylie en septembre 1963, c'est l'armée de Boumediène qui, une fois de plus, n'a pas hésité à marcher sur les cadavres des combattants et des paysans pauvres après avoir violé, incendié, torturé, massacré et rasé des villages entiers, faisant ainsi des milliers de morts et de blessés. En 1964, c'est autour du Constantinois de connaître les ratissages de l'armée de Boumediène qui était décidée à noyer dans le sang toute opposition tant soit peu sérieuse à l'avènement d'un Etat bourgeois.

Parallèlement à la répression sauvage des mouvements de résistance armée, le nouvel Etat bourgeois a inauguré dès 1963 un processus de caporalisation des mouvements ouvrier et étudiant en mariant la répression et le chantage, l'intimidation et la corruption. La grève est interdite. Le code pénal de 1966 assimile purement et simplement la grève à un délit : «*Est puni d'un emprisonnement de deux mois à deux ans et d'une amende de 500 à 20.000 DA ou de l'une des deux peines seulement, quiconque, à l'aide de violences, voies de fait, menaces ou manœuvres frauduleuses a amené ou maintenu, tenté d'amener ou de maintenir, une cessation concertée du travail dans le but de forcer la hausse ou la baisse des salaires ou de porter atteinte au libre exercice de l'industrie ou du travail. Lorsque les violences, voies de fait, menaces ou manœuvres frauduleuses ont été commises par suite d'un plan concerté, les coupables peuvent être frappés de l'interdiction de séjour pendant deux ans au moins et cinq ans au plus*» (article 171). De 1965 à 1967, l'UGTA est passée de 250.000 à 150.000 membres. Exclusions, licenciements et arrestations de militants syndicaux et de travailleurs combatifs deviendront monnaie courante. Le responsable du FLN à l'époque, Kaid Ahmed, déclare : «*le moment est venu d'éliminer les éléments nuisibles qui se sont infiltrés dans les organisations de masse*». En 1968, les unions locales de l'UGTA sont démantelées et remplacées par des «*Fédérations professionnelles*» plus aptes à la manipulation et ne présentant pas le danger d'une liaison horizontale entre les travailleurs de plusieurs branches économiques.

Toujours en 1968, Kaid Ahmed lance une circulaire qui fait de l'adhésion au FLN une obligation pour les étudiants qui désirent mener une activité à l'université. La bourse étant supprimée pour les étudiants absents aux Assemblées ou expulsés des salles pour indiscipline. En 1970, l'UNEA est dissoute après s'être opposée à la tentative de caporalisation qu'elle a dénoncée comme un «*processus de fascisation*». Une répression féroce s'est abattue dès 1970 sur le mouvement étudiant : incorporation obligatoire à l'armée, enlèvements, arrestations, tortures, etc. La mise au pas de l'UGTA et la dissolution de l'UNEA constituent deux épisodes historiques dans le processus qui a permis au régime de Boumediène, issu du coup d'Etat du 19 juin 1965, d'asseoir sa domination politique par la répression et l'intimidation systématiques. En effet, les officiers qui ont pris les rênes du pouvoir en 1965 sont ceux-là même qui ont commandé les opérations contre-révolutionnaires contre les wilayas III et IV en 1962, en Kabylie en 1963 et dans le Constantinois en 1964.

Au lendemain du coup d'Etat du 19 juin 1965, les manifestants qui sont descendus dans la rue à Annaba ont

: l'intimidation
e de gouvernement

été mitraillés par l'Armée sous les ordres du capitaine Attaïlia (dit le «*rouquin*»), aujourd'hui colonel et chef de la première région militaire (Blida). Il y aurait eu dans la seule ville d'Annaba plusieurs dizaines de morts et de disparus.

Après avoir mis au pas le mouvement de masse multiforme, l'Etat bourgeois a lancé, dès 1970, son premier plan quadriennal et par la suite, il a essayé de duper les masses populaires en lançant plusieurs mascarades sociales : «*révolution agraire*», «*gestion socialiste des entreprises*», «*médecine gratuite*», «*réforme de l'enseignement supérieur*». De 1971 à 1976, la bourgeoisie a réussi à imposer une stabilité politique relative. La répression n'en avait pas cessé pour autant durant cette période. Elle était devenue sélective et frappait plus particulièrement les militants et les petits groupes qui, dans la clandestinité, cherchaient à s'organiser pour faire face d'une manière ou d'une autre à l'Ordre établi.

Le réveil du mouvement de masse en 1976-1977 (grèves de dockers, des cheminots, des métallos, renaissance du mouvement étudiant...) n'allait pas tarder à voir se dresser devant lui un Etat bourgeois qui a eu tout le temps nécessaire pour se renforcer et se moderniser. Lors des émeutes populaires de Aïn Beida (Oum-El-Bouaghi) en été 1976, l'intervention violente du Darak-El-Watani a fait plusieurs morts et blessés sans parler des arrestations. En été 1977, c'est également le Darak-El-Watani qui est intervenu pour casser la grève des dockers, faisant trois morts et plusieurs blessés. Toujours en 1977, une dizaine d'étudiants furent arrêtés à la suite de la grève de Psycho dont deux (Bourboune et Deramchi) furent gardés durant 6 mois pour «*délit d'opinion*».

Mais c'est l'intervention sauvage des CNS contre le mouvement de masse du printemps 1980 en Kabylie qui a permis de montrer le plus clairement la nature bourgeoise, anti-populaire et répressive de l'Etat en place : Plus de 600 blessés et 1 millier d'arrestations pour la seule journée du 20 avril 1980. Seule la mobilisation des masses en Algérie et dans l'émigration a réussi à faire reculer le pouvoir bourgeois qui a préféré libérer tous les détenus, y compris les 24 animateurs des comités de Tizi-Ouzou et d'Alger, plutôt que d'alimenter la colère des masses en révolte. Depuis, il ne se passe pas une manifestation populaire sans que les autorités n'envoient leurs darkis ou leurs CNS massacrer ceux et celles qui descendent dans la rue pour réclamer leurs droits les plus élémentaires (logements, transports, routes, reconnaissance des langues populaires, liberté d'expression...). Les tristes exploits de l'Etat bourgeois en matière de répression du mouvement de masse seraient longs à évoquer. Rappelons seulement pour mémoire les cas de Bouira (février 1981), Béjaia, Dellys, Bordj-Ménaiel (mai 1981), El-Asnam (décembre 1980), Saïda, Guelma, Skikda (février 1982), Oran, Mostaganem, Arzew, Sidi-Bel-Abbes, Mascara, Tlemcen, Mohammadia, Relizane, Maghnia, Bordj-Bou-Arreridj, Sétif (avril 1982).

En général, l'attitude de l'Etat bourgeois face aux mouvements de protestation populaire est la suivante : à chaque épisode, plusieurs centaines de manifestants et d'émeutiers sont incarcérés. L'Etat attend que la vague sociale retombe. Ensuite, il relache la majorité des détenus et fait condamner à la sauvette ce qu'il appelle les «*meneurs*» dans l'espoir d'éviter de nouvelles vagues. A Bejaia en mai 1981, sur des centaines d'emprisonnés, une trentaine a été condamnée à de peines de 2 à 4 ans de prison. A Oran, en avril 1982, sur 836 emprisonnés, 200 ont été jugés en «*flagrant délit*» et plusieurs d'entre eux ont écopé des peines allant jusqu'à 5 ans de prison.

Il est urgent de sensibiliser partout où l'on se trouve les travailleurs et les jeunes sur la tactique adoptée par l'Etat pour nous désarmer. La mobilisation pour la libération de tous les emprisonnés de Saïda, de l'Oranie et du Constantinois fait partie intégrante de la lutte des masses ouvrières et exploitées pour leurs revendications socio-professionnelles légitimes ! A cet effet, la mise en place de comités ayant pour tâches d'informer et de sensibiliser les travailleurs et les jeunes sur la répression qui sévit en Algérie, d'impulser et d'organiser des actions appropriées sur ce terrain s'avère plus que jamais nécessaire dans les conditions actuelles en Algérie et dans l'émigration.

Solidarité avec les prisonniers politiques de Lambèse !

Officiellement, il n'y aurait pas de prisonniers politiques en Algérie. Comparé à d'autres dictatures militaires, le régime politique algérien agit sans doute moins spectaculairement. La sinistre Sécurité Militaire qui sévit en Algérie préfère agir dans l'ombre, presque clandestinement. Elle ne demeure pas moins expéditive. Contre les militants qui lui tombent entre les mains, elle n'hésite pas à user de méthodes de triste mémoire héritées du colonialisme.

Les villas qui abritaient les bureaux et les caves du 2ème Bureau français ont été à peine réaménagées. Les tortionnaires de la Sécurité Militaire ont tout juste eu le temps de remplacer ceux qui étaient au service du colonialisme. Personne n'entend les cris des militants confrontés à toutes sortes d'épreuves physiques et morales dans les sous-sols des villas situées sur les hauteurs d'Alger.

Et pourtant tout y est. La bouteille attachée au tabouret, l'électricité à 220 volts, l'eau savonneuse, le tuyau dans l'anus et puis le zèle du capitaine Amrani et de ses lieutenants Khelil et Attik qui ont brisé la clavicule et paralysé l'épaule droite de notre camarade Benkhallat.

Plusieurs dizaines d'opposants algériens sont détenus depuis plusieurs années à la prison centrale de Tazoult-Lambèse (wilaya des Aures) dans le silence et l'anonymat les plus complets. Outre qu'ils sont tous passés par les tortures de la Sécurité Militaire, ces prisonniers politiques se trouvent dans des conditions de détention très dures et subissent régulièrement des châtiments corporels, sans parler des souffrances morales que leur font endurer leurs gardiens.

Les communistes révolutionnaires ont pour devoir de faire appel à la solidarité instinctive qui anime toutes celles et tous ceux qui ont été éprouvés par la dure école des conditions d'existence matérielles et morales que nous impose le capitalisme. Pour contribuer à briser le mur du silence qui entoure ces prisonniers, nous publions ici une liste non exhaustive des détenus politiques de Lambèse.

Il est du devoir également de tous les cercles, noyaux et comités existant en Algérie et dans l'émigration de participer dans la mesure de leur possible à la campagne de solidarité avec tous les détenus politiques, syndicaux et sociaux en répercutant notamment l'information autour d'eux et en organisant des actions concrètes même limitées. Nous tenons à rappeler ici que le travail effectué dans l'émigration par le comité «Riposte à la repression en Algérie»(1) a déjà porté ses fruits en ce qui concerne les détenus de Lambèse.

En effet, à la suite de la campagne d'information (Tracts et affiches) et après l'occupation du journal *Le Monde*, l'administration pénitentiaire a reçu des consignes allant dans le sens de l'amélioration des conditions de détention des prisonniers politiques. C'est ainsi que notre camarade Benkhallat Rabah a été conduit à l'hôpital de Batna pour y être examiné. Certes, ce n'est pas encore grand-chose et les autorités essaient d'intimider les détenus pour les amener à faire de fausses déclarations sur leur état de santé. Mais les détenus refusent et il est ainsi prouvé que l'Etat bourgeois peut reculer. Il faut donc intensifier la campagne de solidarité avec tous les détenus, au pays et dans l'émigration !

(1) RIPRA, c/o Librairie Parallèles, 47 rue St Honoré 75001 Paris, France.

Liste non exhaustive des militants condamnés pour atteinte à la sûreté de l'Etat détenus à la prison de Lambèse

NOM PRENOM	ECROU	PROFESSION	DATE DE NAISSANCE	CONDAMNATION	DATE ET LIEU DU PROCES
HAROUN MOHAMED	6491	Etudiant	1949	Perpét.	2-3 mars 76 Cour de sûreté Médéa
CHERADI HOCINE	6490	Ag. Sonatrach	1949	Perpét.	
KACI LOUNES	6492	Des. indus.	1952	20 ans	
ACHAB M'HAMED	6947	Métreur	1947	15 ans	21.5.76 Trib. militaire de Blida
BAHBOUH TAHAR	6948	Ag. Sogedia	1946	15 ans	
METREF LATAMEN	6953	Proth. dentaire	1943	12 ans	
HEMMICHE RACHID	—	Ag. Sonatrach	1952	10 ans	
YENNEK MOKRANE	6955	Ag. PTT	1952	10 ans	
CHERIFI AHCENE	6951	Ag. PTT	1954	10 ans	
CHAMI AMRANE	6949	Ag. ONCV	1949	10 ans	
CHEHEB AMRANE	6950	Ag. Sonelgaz	1952	10 ans	
BELOUZ TAYEB	1335	ouvrier	1943	5 ans	21.12.80 Trib. militaire de Blida
HAMZA LAID	1338	ouvrier	1941	5 ans	
BARIKA BOUBEKEUR	1336	ouvrier	1941	5 ans	
BENKHALLAT RABAH	1337	Elè. officier	1956	6 ans	27.12.80 Trib. militaire de Blida
KENDOUR ABDELMALEK	1339	Elè. officier	1955	6 ans	

L'émigration hier et aujourd'hui

Indignations, discours solennels, grandes promesses... Voilà ce à quoi nous a habitués le pouvoir algérien à chaque situation difficile vécue par les travailleurs émigrés (campagnes racistes, attentats, etc.). Aux travailleurs qui s'interrogent on réplique que de grandes résolutions viennent d'être prises et que leur «retour définitif» ne saurait tarder. Voilà près de 20 ans que ça dure!

Sur cette question de l'émigration, comme sur toutes les autres questions brûlantes en Algérie, la bourgeoisie a montré son incapacité à répondre aux besoins des masses.Il appartient aux ouvriers algériens en France de faire comme leurs frères de classe en Algérie: compter sur leurs propres forces pour faire aboutir leurs revendications. Il appartient sans tarder aux militants ouvriers de rejoindre le Parti Révolutionnaire à la construction duquel nous œuvrons en Algérie et dans l'émigration, en l'enrichissant de leur expérience de lutte dont les traditions sont encore vivantes dans la mémoire de milliers de travailleurs.

En 1924 était créée la première organisation du mouvement national révolutionnaire au sein de l'émigration: l'Etoile Nord-Africaine. Car n'en déplaise au pouvoir et à ses historiographes, les travailleurs émigrés ne se sont pas seulement battus en octobre 1961.

Sitôt l'ENA constituée, elle va, chez les travailleurs émigrés, susciter un profond enthousiasme sur lequel les militants vont s'appuyer pour entreprendre un important travail d'organisation et de mobilisation tout d'abord en France, puis en Algérie.

Le travail en Algérie tout en rencontrant l'adhésion des masses, ne va toutefois pas se faire sans difficultés.Car les premiers militants du mouvement national vont devoir non seulement affronter la répression du pouvoir colonial mais aussi dénoncer et combattre la politique défaitiste de l'assimilation prônée alors par tous les courants et organisations bourgeois et réformistes (UDMA, Oulémas, PCA, etc.).

Jusqu'en 1962, aux côtés de leurs frères de classe en Algérie, les travailleurs émigrés ne vont épargner ni efforts ni sacrifices dans la lutte anti-coloniale.

La mise en place de l'Etat national en 1962 dont sont exclues les masses populaires s'accompagne, comme on le sait, d'une tentative de mise au pas du mouvement social.

Les travailleurs émigrés, pourtant en France, ne sont pas plus épargnés. La Fédération de France du FLN qui constitue la structure organisative des populations émigrées, quoique contrôlée par les nouvelles classes dirigeantes, est liquidée.

En effet, constituée presque uniquement de militants ouvriers, à la différence d'autres structures à composition sociale plus hétéroclite, la Fédération de France du FLN ne pouvait pas ne pas constituer un cadre dans lequel s'exprimait une partie de leurs aspirations.

Le projet de programme se proposant de définir les tâches du futur Etat algérien, présenté par la Fédération lors du Congrès de Tripoli en 1961, en constitue un bel exemple. Est posée aussi bien la nécessité d'assurer concrétement le retour du plus grand nombre de travailleurs que celle de l'application de certaines libertés politiques.

Vingt après, où en est-on? Ces exigences sont toujours ignorées. Non seulement les libertés sont écrasées en Algérie et les masses confinées dans la misère mais les émigrés sont eux-mêmes toujours maintenus dans l'exil.

Leur nombre au lieu de diminuer après l'indépendance n'a fait que s'accroître: 400.000 en 1962, ils sont aujourd'hui, si on ne compte que ceux qui sont en France, plus de 800.000.

Même après l'arrêt officiel de l'émigration en 1973, les travailleurs émigrés ont continué à être échangés comme marchandise par la bourgeoisie algérienne (envoi de plusieurs milliers de travailleurs en RDA).

En outre, les jeunes qui sont chassés des écoles, qui se retrouvent sans travail et qui subissent quotidiennement la répression, sont obligés de fuir par centaines vers l'Europe (rien qu'à Paris, 6000 cartes de résidence ont été délivrées à des algériens lors de la dernière opération de régularisation).

(suite page 20)

(suite de la page 14)

La présence en France de près d'1 million de travailleurs algériens constitue un danger potentiel permanent pour les deux bourgeoisies algérienne et française.

En France, ces travailleurs sont déjà assez souvent aux premières lignes de lutte : dans les entreprises, les foyers et les cités ouvrières. L'Etat français et toutes les forces opportunistes tiennent à les maintenir dans l'isolement et à empêcher que s'unissent les travailleurs émigrés de toutes nationalités et leurs camarades français.

L'Amicale policière que l'Etat algérien s'est empressé de mettre en place ne se contente pas seulement de participer activement à ce travail de division, elle va même plus loin en cherchant à opposer les travailleurs émigrés entre eux (voir les différents articles qu'El Oumami et Le Prolétaire ont consacrés aux luttes des travailleurs émigrés).

Les raisons à cette politique sont claires:

a) Répondre aux propres besoins de paix sociale de la bourgeoisie française que des contrats de plusieurs milliards lient à la bourgeoisie algérienne et qui peut lui venir en aide en cas de coup dur.

b) Empêcher dès maintenant que se créent les conditions qui pourraient faire que demain l'émigration puisse constituer un appui logistique inappréciable au mouvement révolutionnaire en Algérie.

Pour cela, tout est bon : les pressions, le chantage, le contrôle, l'agression physique (par exemple, dernièrement à Belfort) et bien entendu la démagogie...La démagogie sur un possible retour en Algérie, un retour qu'une grande partie des travailleurs espère légitimement et qui ne peut se réaliser (dans le meilleur des cas) dans de bonnes conditions que pour la petite minorité d'ouvriers qualifiés ou pour certains diplômés.

Certes, de nombreux travailleurs rentrent en tentant de se débrouiller par leurs propres moyens parce qu'ils veulent en finir avec l'exil et la séparation avec leurs familles : c'est souvent pour se retrouver dans une situation aussi lamentable que leurs frères de classe en Algérie (problèmes de logement, de travail, de transport, etc...)

La crise économique risque d'avoir un double effet sur les travailleurs émigrés : d'une part, amener un grand nombre d'entre eux, qui n'ont d'autre choix que de rester, à lutter pour leurs droits et pour de meilleurs conditions de vie et de travail, d'autre part, amener une partie d'entre eux -et notamment ceux qui se retrouvent dans la situation la plus vulnérable (les chômeurs, les handicapés, etc...)- à envisager le départ.

Ces deux facteurs sont étroitement liés, dans la mesure où l'issue des luttes aura une certaine incidence sur le nombre de candidats au retour.

Encourager les luttes, les soutenir et tenter de briser leur isolement : ce sont là des tâches importantes pour les communistes révolutionnaires et pour les militants combatifs.

Ces luttes peuvent être aussi un cadre d'entrainement et d'apprentissage pour des militants ouvriers qui seraient amenés, pour une raison ou une autre, à rentrer un jour en Algérie : toutes les occasions doivent être utilisées pour apprendre à s'organiser, à se servir des méthodes d'action les plus efficaces et à briser l'isolement en établissant des liens avec d'autres groupes de travailleurs.

L'intervention dans ces luttes est aussi intéressante dans la mesure où elle peut amener ces militants ouvriers à faire assez rapidement certains choix politiques en observant les différentes forces qui interviennent sur le terrain.

La relative «liberté de manoeuvre» qui existe en France doit être aussi mise à profit pour exprimer dès maintenant et concrètement sa solidarité avec les luttes des masses populaires et les victimes de la répression en Algérie.

Cet axe de travail peut intéresser également les jeunes qui arrivent d'Algérie et qui, par leur expérience, les liens qu'ils ont réussi utilement à maintenir en Algérie, peuvent contribuer efficacement au développement d'une solidarité dont le mouvement social en Algérie a cruellement besoin.

L'oppression des femmes

en fait le type même de l'«organisation de masse» (elle ne regroupe que 160.000 adhérentes) qui ne répond nullement aux besoins des femmes. Elle se préoccupe surtout des travailleuses, qu'il faut «*faire participer à la réalisation des objectifs de la révolution socialiste*» (article 1). C'est-à-dire qu'il n'est pas question de remettre en cause les discriminations de salaire, la situation des femmes sous-payées, sous-qualifiées, employées des ateliers clandestins sans aucune sécurité, l'oppression sociale touchant celles qui travaillent, puisque tout cela répond aux objectifs de la «révolution socialiste» : se serrer la ceinture et se taire. De même pour les problèmes d'avorte-ent et de contraception, l'installation elques plannings familiaux dans es urbains ne s'est accompa-ne information ni sensibili-e la bourgeoisie est difficultés d'ordre quelles elle ne r sans s'atta-e, analpha-ulversement ionnaires que harge par les femmes des problèmes d'avortement et de contraception.

L'UNFA sert donc d'alibi à la bourgeoisie et de courroie de transmission des objectifs du FLN : «*L'UNFA doit expliquer les directives et résolutions du parti, défendre la révolution socialiste et participer à toutes ses réalisations*». Pas un mot sur toutes les discriminations dont sont victimes les femmes dans tous les domaines de la vie publique.

Au contraire l'UNFA a pour rôle de justifier ces discriminations dans la logique du discours du Coordinateur du FLN au congrès de l'UNFA en 1978: «*certaines s'expriment à travers la revendication de la liberté, de l'égalité des salaires et dans le travail, ainsi que dans la discussion en commun des problèmes tels que le divorce, le mariage ou la participation à l'action politique. Ce genre de préoccupations qui prévalent dans le monde capitaliste découle en réalité d'attitudes bourgeoises dénuées de toutes dimensions sociales et procèdent de l'individualisme et de l'égoïsme*».

L'UNFA agit aussi pour «*sauvegarder les fondements arabo-islamiques de notre personnalité*», conformément à la politique réactionnaire de l'Etat bourgeois, elle contribue à confiner les femmes dans leur rôle traditionnel de reproductrices et de ménagères. Le tout évidemment au nom de la tradition islamique qui stipule : «*les hommes ont autorité sur les femmes du fait qu'Allah a préféré certains d'entre vous à certains autres, et du fait que les hommes font dépense de leurs biens en faveur de leurs femmes. Les femmes vertueuses font oraison et protègent ce qui doit l'être, du fait de ce qu'Allah consigne. Celles dont vous craignez l'indocilité, admonestez-les ! Reléguez-les dans les lieux où elles couchent ! Frappez-les ! Si elles vous obeissent, ne cherchez plus contre elles de contraintes*» (Coran, Sourate IV, Verset 38).

(page 20)

Les travailleurs n'ont rien à attendre de Ben Bella !

Au moment où la maturation des contradictions sociales laisse se dessiner à l'horizon des affrontements de classes de plus en plus ouverts, certains secteurs de la bourgeoisie algérienne n'hésitent pas à voir en Ben Bella la personnalité «charismatique» qu'il faut pour canaliser les espoirs des masses et éviter la lutte de classe.

A son tour, Ben Bella n'a pas hésité à renouer publiquement avec ses habitudes démagogiques et à brandir à l'occasion le drapeau de l'Islam pour mieux tromper les masses. Il existe même des courants soi-disant de «gauche» qui se sont mis d'une manière ou d'une autre au service de Ben Bella en faisant croire, par exemple, que la dictature bourgeoise et la répression systématique qui règnent en Algérie ont été introduites **seulement** après le coup d'Etat de Boumediène du 19 juin 1965. Cependant, les faits sont têtus comme disait Lénine. L'histoire témoigne que le régime de Ben Bella, malgré son populisme et sa phraséologie socialisante, a été un régime bourgeois **sur tous les plans**.

Le «socialisme» contre le prolétariat

On sait que Ben Bella a toujours été le champion d'un «socialisme» soi-disant «spécifique» qui tienne compte des réalités «arabo-islamiques». Dans la réalité, il s'agit d'une phraséologie visant à cacher que ce «socialisme»-là n'est ni plus ni moins qu'un capitalisme se développant sous l'égide de l'Etat et qui ne cache même pas sa profonde hostilité pour le prolétariat, seule classe en mesure de lutter et d'instaurer le vrai socialisme, le communisme qui supprimera le capital et le salariat à l'échelle mondiale. Voici ce que disait Ben Bella sur le prolétariat en 1963: «*Le prolétariat industriel est trop engagé dans une jouissance des privilèges pour constituer une force révolutionnaire*» (interview à *Preuves*, novembre 1963).

C'est donc en toute logique que Ben Bella et la Commission de préparation du deuxième congrès de l'UGTA qu'il présidait condamnent le 15 janvier 1965 «*les grèves spontanées qui peuvent prendre surtout dans le secteur public un caractère contre-révolutionnaire*». Auparavant, le régime de Ben Bella avait lancé le 25 janvier 1963, lors du premier congrès de l'UGTA, une offensive en vue de se subordonner complètement la centrale syndicale.

Le «socialisme» de Ben Bella c'est la misère pour les masses

A ceux qui espèrent faire oublier aux masses ce qu'a été **dans les faits** le régime de Ben Bella, nous rappellerons quelques données concrètes qui témoignent de l'escroquerie politique de tous ceux qui osent parler de «socialisme» a propos du régime de Ben Bella.

Les mesures soi-disant «socialistes» de Ben Bella n'ont jamais réduit le chômage qui régnait en Algérie, ni rempli le ventre creux des larges masses entassées dans les bidonvilles ou en proie à la disette dans les campagnes. En 1964, le chômage et le sous-emploi touchaient 62% de la population active masculine — 500.000 chômeurs, 900.000 employés —. De 350.484 en 1962, le nombre des émigrés est passé à 510.000 à la fin de 1965.

Les crédits accordés aux fellahs sont passés de 32 millions de DA en 1963 à 26 millions en 1964 pour tomber à 10 millions en 1965. Tous les discours de Ben Bella en direction des paysans pauvres n'étaient que démagogie en vue de les opposer au prolétariat des villes qui serait «privilégié».

Ajoutons à cela que 450.000 ouvriers agricoles saisonniers, 1 million de paysans sans terre et 450.000 petits fellahs vivotaient sous le règne de Ben Bella avec un revenu annuel de... 200 DA!

Le «socialisme de Ben Bella c'était aussi la répression systématique contre les masses

Non. La répression systématique qui s'abat sur les masses en Algérie ne date pas seulement de Boumediène. Le bilan du régime de Ben Bella sur ce plan n'a pas vraiment de quoi pousser les masses à sympathiser avec lui. Dès le 31 décembre 1962, Ben Bella promulgue la reconduction de l'arsenal juridico-répressif de l'ancien Etat colonial (loi n°62157 - JORA du 11/1/63)

Comment pouvons-nous imaginer un régime «socialiste» qui reconduit purement et simplement **les lois** que le colonialisme utilisait pour piller, intimider, exploiter, opprimer, emprisonner et assassiner.

C'est aussi sous le règne de Ben Bella, que nous avons assisté à la création des «cours criminelles révolutionnaires», comme par hasard **à la suite** des manifestations de chômeurs à Oran en janvier 1964, contre ceux qui tentent «*d'entraver le fonctionnement normal des institutions ou d'apporter un trouble exceptionnel à l'ordre public*». Dès l'automne 1962, raffles, perquisitions, séquestrations, arrestations et assassinats deviendront partie intégrante de la vie politique algérienne.

Des exemples ?

- l'armée tire sur les chômeurs à Oran en janvier 1964;
- la justice bourgeoise condamne 29 chômeurs en «flagrants délits»;
- l'armée tire sur la population de Béni Rached le 28 février 1963 et à Gerryville où les manifestations populaires pour l'Angola se transforment en manifestations contre la misère et le chômage;
- l'armée tire sur les anciens Moudjahidines en colère à Bordj-Bou-Arreridj le 14 mai 1963;
- ratissage en Kabylie contre la rebellion dirigée par le FFS en octobre 1963 (viols, massacres, etc.);
- le décret du 14 août 1963 interdit purement et simplement «*toutes les associations ou groupements politiques de fait ayant un but politique*».

Ce sont là quelques éléments d'histoire qui témoignent de la nature profondément bourgeoise, anti-prolétarienne et anti-populaire du «socialisme ben belliste». A tous les révolutionnaires sincères, à tous les ouvriers d'avant-garde de les mettre en avant et de les rappeler partout pour opposer à toute alternative bourgeoise, visant à détourner les masses du chemin de la lutte des classes, la seule voie révolutionnaire qui puisse mener à la transformation socialiste de la société, celle qui est indiquée par le marxisme révolutionnaire et qui va de l'organisation de la résistance ouvrière à l'exploitation capitaliste, à la mobilisation autonome des masses pour arracher les libertés politiques et syndicales et à la lutte révolutionnaire finale pour le renversement violent de la bourgeoisie et l'instauration de la dictature du prolétariat sous la direction du parti de classe révolutionnaire.

La G "S" E, une tentative pour embrigader les masses

La phraséologie officielle en Algérie présente la gestion «socialiste» des entreprises comme un pilier du «socialisme national» aux couleurs arabo-islamiques. A la base de la G«S»E se trouve le mythe de l'«entreprise socialiste» soigneusement entretenu par la bourgeoisie algérienne.

Le mythe de l'«entreprise socialiste»

Ce mythe repose sur le syllogisme suivant : «si l'entreprise privée est caractérisée par une contradiction permanente entre les intérêts du patron et ceux des travailleurs, intérêts totalement divergents, dans l'entreprise socialiste, les intérêts des producteurs et ceux de l'Etat sont indissociables» (1).

Il est clair que du point de vue économique, le transfert des grands moyens de production aux mains de l'Etat ne change en rien le caractère bourgeois des rapports de production tant que ces derniers reposent sur l'exploitation du travail salarié dans le cadre d'une économie marchande. En effet, qu'est ce que cela peut faire à un ouvrier qu'il soit exploité par un patron «privé» ou par l'Etat-patron ?

Le marxisme a déjà dit son mot sur la question : «*Ni la transformation en sociétés par actions, ni la transformation en propriété d'Etat ne supprime la qualité de capital des forces productives. Pour les sociétés par actions, cela est évident. Et l'Etat moderne n'est à son tour que l'organisation que la société bourgeoise se donne pour maintenir les conditions extérieures générales du mode de production capitaliste contre les empiètements venant des ouvriers comme des capitalistes isolés. L'Etat moderne, quelqu'en soit la forme, est une machine essentiellement capitaliste : l'Etat des capitalistes, le capitaliste collectif en idée. Plus il fait passer de forces productives dans sa propriété, et plus il devient capitaliste collectif en fait, plus il exploite de citoyens. Les ouvriers restent des salariés, des prolétaires. Le rapport capitaliste n'est pas supprimé, il est au contraire poussé à son comble*» (2).

Nous laisserons de côté ici l'autre aspect mensonger que revêt la propagande bourgeoise en Algérie suivant lequel l'Etat serait le représentant et le défenseur des intérêts de toute la «collectivité nationale». Remarquons tout simplement au passage que les idéologues de la bourgeoisie algérienne ne font que rabacher les vieilles prétentions des théoriciens du capitalisme démolies plus d'une fois par le marxisme révolutionnaire.

Pour revenir aux «entreprises socialistes» en Algérie, le seul rapport des tâches que leur assigne la charte de la G «S» E nous suffit pour montrer que dans les faits, elles ne diffèrent en rien d'une entreprise capitaliste «privée» telle qu'on la connaît: «Propriétés de la collectivité nationale, les entreprises socialistes disposent d'un patrimoine qu'elles doivent faire fructifier. Celles de caractère économique ont pour rôle d'augmenter au maximum la productivité, d'améliorer constamment la qualité et de diminuer les coûts. Elles doivent contribuer au développement général du pays à la fois par leur propre production et par l'accumulation du capital et ce, dans le cadre d'une politique de stricte austérité» (3). Sous le socialisme, on chante des hymnes à l'accumulation du capital et à... l'austérité !

La G «S» E pour quoi faire ?

C'est donc pour aider les «entreprises socialistes» à remplir leur fonction que l'Etat a décrété la mise en place de l'organisation «socialiste» des entreprises en 1971. Nous ne pouvons sans doute pas trouver une meilleure définition des objectifs de la G «S» E que celle qui a été émise par le président de l'ATE (Assemblée des Travailleurs de l'Entreprise) de la SNERI : «Qu'est ce que l'objectif de la GSE, sinon que le dialogue entre gestionnaires et élus doit servir à mobiliser les travailleurs pour gagner la bataille de la production et de la gestion» (4).

Or, pour mobiliser les travailleurs dans la «bataille de la production», il faut un minimum de «paix sociale» que le syndicat national à lui seul ne peut assurer. La G «S» E a été donc conçue par l'Etat bourgeois pour remédier à cette carence. L'Etat veut faire du prolétaire un «producteur-gestionnaire» c'est-à-dire un prolétaire qui sanctionne volontairement son exploitation quotidienne en travaillant davantage et en se refusant tout esprit revendicatif.

Dans son discours au IVème Congrès de l'UGTA, Boumédienne exprimait ainsi cette exigence bourgeoise; «La bataille que mène notre pays et notre révolution a besoin d'harmonie, de stabilité, en un mot a besoin d'une paix sociale permanente» (5).

Il n'est pas étonnant dans ces conditions que les stuctures auxquelles a donné lieu l'institution de la G «S» E que ce soit au niveau de l'unité de production (ATU) ou au niveau de l'entreprise (ATE) sont manifestement corporatistes et excluent de leurs prérogatives toute fonction se rapportant aux revendications matérielles des travailleurs.

En effet, l'Assemblée se prononce sur les aspects techniques, les comptes prévisionnels, le budget de l'entreprise, le bilan et les comptes d'exploitation et les résultats **de manière consultative**. Elle doit surtout débattre des moyens à employer pour atteindre les objectifs du plan de production. Bref, l'AT intervient comme un «facteur de rationnalisation» de l'entreprise.

En dernière analyse, le «socialisme national» algérien assigne au prolétariat la fonction que lui donne n'importe quel bourgeois au monde ! « le travailleur doit contribuer à l'accroissement de la production , de la productivité et à veiller à l'amélioration constante de la qualité et à la réalisation des objectifs du plan» (6).

L'escroquerie des «bénéfices»

Certains se posent à coup sûr la question au sujet des «bénéfices» dont disposeraient à la fin de chaque année les travailleurs des «entreprises socialistes». N'est-ce pas le principal. cheval de bataille de la bourgeoisie algérienne dans son entreprise visant à enchaîner les ouvriers au char de l'économie nationale ?

Pour mettre à nu l'escroquerie dont font preuve les propagandistes de l'Etat bourgeois il nous suffit de citer la déclaration d'un délégué de la SNCFA : «**En trois ans d'intervalle, à effectif bloqué et avec le même matériel, et selon les chiffres du ministère, les travailleurs ont transporté deux millions de tonnes supplémentaires. Il n'y a pas eu de bénéfices financiers mais l'apport des travailleurs est palpable**» (7).

Et pour cause. La plupart des «entreprises socialistes» qui font semblant de donner quelques miettes aux travailleurs à la fin de l'année ont un caractère commercial. Cela ne leur coûte donc rien. Elles n'ont qu'à répercuter leur marge bénéficiaire sur les produits qu'elles commercialisent. Par contre, les ouvriers salariés qui ont l'illusion d'avoir empoché des bénéfices et qui sont obligés d'acheter sur le marché de quoi survivre auront à rembourser les prétendus bénéfices puisqu'ils doivent

payer maintenant en plus la différence existant entre le prix de base et le prix du marché. Quelle belle affaire!

Quant aux ouvriers des entreprises n'ayant pas enregistré de succés particuliers pour pouvoir distribuer quelques miettes, ils seront amenés à acheter ce dont ils ont besoin à un prix plus élevé au moment même où leurr pouvoir d'achat se dégrade. Le système qui consiste à intéresser les ouvriers à la production au moyen de la distribution des prétendus bénéfices ne s'avère pas seulement une entreprise qui vise à entretenir la concurrence et la division dans les rangs des ouvriers mais encore une pression sociale plus forte sur les conditions de vie de la classe ouvrière.

Des institutions corporatistes

La bourgeoisie ne se contente pas d'interdire la grève dans les «entreprises socialistes» et de bannir toute velléité revendicative. Elle impose le fait que les membres «élus» des AT soient des militants de l'UGTA depuis au moins un an. Le secrétaire de la section syndicale quant à lui est éligible à la présidence de l'AT. L'assemblée de travailleurs est en même temps le conseil syndical. Avec la G «S» E la bourgeoisie arrive à faire disparaître de la scène sociale jusqu'à... l'apparence du syndicat!

Par ailleurs, l'institution de la GSE permet à la bourgeoisie de se donner le moyen d'avoir à son service, outre la bureaucratie syndicale déjà constituée, une couche «aristocratique» parmi les travailleurs qu'elle aura réussi à intégrer dans les rouages administratifs de l'entreprise. Le critère de sélection est à la fois économico-technique (productivisme oblige!) et surtout politique (cette fois-ci flicage oblige!)

«**Les vastes prérogatives qui sont dévolues à l'assemblée exigent aussi de la part de ses membres, un engagement sans réserve, une très haute conception de l'intérêt public et un minimum de compréhension des problèmes** (de gestion évidemment) **à débattre.**» (9).

Mais celà n'a pas suffit à la bourgeoisie. En 1976, une circulaire du ministère de l'industrie datant du 28 juin a enjoint les cadres des «entreprises socialistes» de se syndiquer pour participer aux AT. L'utilisation du concept générique de «travailleur» permet à l'Etat d'escamoter les contradictions existant au sein des «entreprises publiques». A ce sujet, Boumédienne disait :«**Il ne peut y avoir deux collectifs de travailleurs au sein d'une même entreprise qui représenteraient séparément les travailleurs et les cadres**» (10).

La G «S» E dans les faits

Les idéologues de la bourgeoisie avaient beau mentir. Les faits sont têtus. En 1975, c'est le FLN lui-même qui s'est cru obligé de reconnaître: «*Il faut souligner que la première réaction des travailleurs fut de considérer le directeur comme un ennemi et de rentrer en conflit avec lui.*» (11).

Aujourd'hui, même des universitaires bourgeois sont contraints à montrer du doigt les évidences qu'ils ne peuvent plus cacher. Ils découvrent subitement que le «principe collégial» est tempéré dans la pratique par le système hiérarchique. Ils reconnaissent que pour des raisons d'«efficacité» le processus de décision tend à éliminer les concertations au sein du conseil de direction auquel participe l'AT.

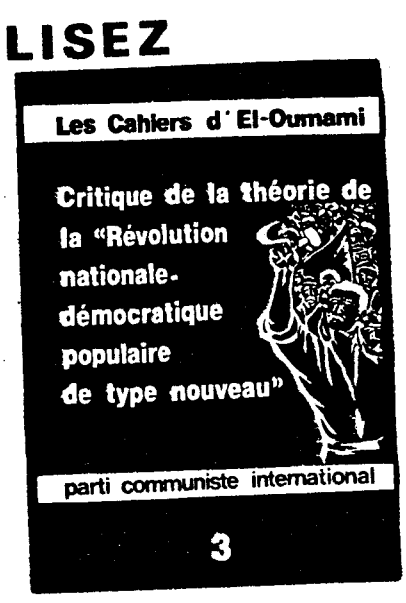
«*L'intégration graduelle de tout ou partie des élus, dans certaines unités ou entreprises aux stratégies personnelles de certains dirigeants*» (12) a engendré, conjointement à d'autres facteurs, un mouvement de distanciation entre les AT et la base ouvrière. La méfiance et dans certains cas les manifestations de colère. La méfiance et dans certains cas les manifestations de colère sont qualifiées par nos professeurs d'«autonomisation du collectif des travailleurs» par rapport aux institutions de la «participation».

Il est clair que nos bourgeois s'inquiètent surtout parce que «*ce mouvement ascendant de récusation peut déboucher sur la forme ultime de protestation du collectif, l'appel à la grève qui consacre le divorce entre ces institutions de participation et les travailleurs.*»

Quant à nous, communistes révolutionnaires, nous nous réjouissons de ce processus d'«autonomisation du collectif des travailleurs» par rapport aux institutions de la collaboration de classes mises sur pied par l'Etat bourgeois pour tenter d'embrigader la classe ouvrière. Nous travaillons justement pour hâter «*le divorce entre ces institutions de participation et les travailleurs*».

---

(1) Charte de la GSE, p.10
(2) Engels, *Anti-Dühring*, IIIe partie, chap. II.
(3) Charte de la GSE, p.15
(4) *El-Moudjahid* du 25/3/1980
(5) *El-Moudjahid* du 3/4/1973
(6) Code de la GSE, art. 17.
(7) *El-Moudjahid* du 23/3/1980
(8) C'est ainsi qu'à la deuxième conférence nationale de la GSE tenue en 1975, les délégués dans leur grande majorité auraient souligné que «*l'AT et le CS* (conseil syndical) *ne pouvaient être distingués, ayant la même composante humaine* (et) *qu'ils se réunissaient indifféremment en AT ou CS pour débattre franchement des mêmes problèmes*» voir Mahfoud Ghezali, *la participation des travailleurs à la gestion socialiste des entreprises*, OPU, Alger 1977.
(9) Charte de la GSE, p.11.
(10) Discours du 18/11/1971.
(11) *Révolution Africaine* du 28/11/1975. L'organe du FLN ajoutait ceci: «*En juillet 1974, lors de la conférence nationale de la GSE on avait noté particulièrement l'existence de ce conflit au sein des entreprises.*»
(12) Mahfoud Ghezali, op. cité.
(13) Idem p. 95. Le mouvement d'«autonomisation du collectif des travailleurs» prend dans la pratique deux formes: premièrement, il se manifeste par un retrait des travailleurs du syndicat identifié à juste titre aux organes de gestion. Deuxièmement, les ouvriers à la base se mettent à ignorer carrément les organes «représentatifs» mis en place dans la cadre de la GSE.



LE MOUVEMENT DE MASSE

Mouvement ouvrier: Pour un syndicalisme de classe indépendant de l'Etat bourgeois

Le réveil du mouvement de masse a été marqué durant ces trois dernières années par des explosions populaires de plus en plus fréquentes. La détérioration flagrante des conditions de vie des masses populaires pousse celles-ci à faire irruption dans la rue pour exprimer leur colère en s'attaquant à tous les symboles du luxe et du pouvoir de la bourgeoisie (banques, grands hôtels, sièges du FLN et des institutions de l'Etat) et en réclamant leurs droits sociaux, politiques et culturels élementaires. La spontanéité, l'absence ou le manque de préparation et d'organisation préalables et la forte participation des jeunes sans-travail, telles sont les principales caractéristiques des mouvements de protestation qui ont secoué durant ces trois dernières années plusieurs régions du pays.

Il ne faut pas en déduire qu'il n'existe pas par ailleurs des mouvements de résistance organisée à l'exploitation et à l'oppression bourgeoises; le mouvement qui fait le plus peur à la bourgeoisie est incontestablement le mouvement ouvrier. A lui seul, le prolétariat de l'énergie et de l'industrie crée plus de la moitié du PNB (67 sur 112 milliards de DA en 1979). On imagine donc facilement les capacités formidables du mouvement ouvrier à faire pression sur l'Etat bourgeois dont le point névralgique demeure le secteur des hydrocarbures (95% des exportations, première source de devises). La multiplication des grèves ouvrières depuis 1977 augure bien de l'entrée en scène du prolétariat industriel algérien qui marquera un tournant décisif dans l'histoire de la lutte des classes en Algérie. La bourgeoisie en est consciente comme l'atteste l'offensive politico-syndicale du FLN orchestrée depuis son congrès extraordinaire de juin 1980 et qui a culminé dans le 6e congrès de l'UGTA en avril 1982.

L'enjeu du 6e congrès de l'UGTA

Le 6e congrès de l'UGTA s'est déroulé au moment où l'appareil du FLN a décidé de prendre en mains les structures périphériques des «organisations de masse» qui lui échappaient jusqu'ici. C'est en décmebre 1980 que la direction du FLN a lancé son offensive tous azimuts en mettant en pratique l'article 120 du FLN qui stipule que tous les cadres des «organisations de masse» doivent appartenir au FLN.

Dans le cadre de cette offensive, la direction du FLN n'a pas attendu la 6e congrès de l'UGTA pour se lancer dans la restucturation de la centrale syndicale. C'est dire que le 6e congrès de l'UGTA ne constitue qu'un épisode — important il est vrai — dans l'offensive de l'appareil du FLN visant à remettre au pas la centrale syndicale.

En effet, avant même la tenue de ce congrès, de nombreuses sections syndicales ont été dissoutes, plusieurs unions territoriales, dont celle d'Alger-centre (UTAC), démantelées, sans parler de la suspension arbitraires des secrétaires «gênants», du licenciement et des arrestations des travailleurs combatifs dans plusieurs secteurs (métallurgie, énergie, santé).

Pourquoi, se demanderont des travailleurs, l'Etat bourgeois éprouve-t-il le besoin de reprendre en main, par FLN interposé, les structures syndicales de l'UGTA alors qu'il est généralement admis que celle-ci ne défend pas les travailleurs et n'a jamais prétendu se poser face à l'Etat et aux directions d'entreprises en tant que représentant des intérêts matériels et moraux de la classe ouvrière?

Pour saisir l'enjeu du congrès de l'UGTA et de l'offensive politico-syndicale du FLN, il est nécessaire de revenir à la période qui a été inaugurée par le 5e congrès de l'UGTA en avril 1978. La recrudescence des luttes ouvrières avait amené le régime de Boumediène à chercher à doter l'UGTA d'une direction syndicale crédible aux yeux des travailleurs, une direction et des structures syndicales capables de prévenir, ou du moins canaliser, les luttes ouvrières.

C'est à Yahiaoui, responsable du FLN à l'époque, qu'a incombé la mission de dynamiser les structures syndicales par l'incorporation à l'appareil bureaucratique de l'UGTA de nouveaux syndicalistes, «frais», sachant tenir un langage démagogique dans le but de calmer les ouvriers impatients de voir satisfaites leurs revendications socio-professionnelles.

Le 5e congrès de l'UGTA s'est tenu en avril 1978 sous le signe de l'«ouverture syndicale». Une nouvelle direction avait été élue avec à sa tête Demmen Debbih, un ancien militant de la CGT et du PCA ayant rallié le FLN et Boudina, un syndicaliste connu pour ses sympathies envers le PAGS.

Le problème c'est que les calculs de nos bourgeois n'étaient pas justes. C'est le moins qu'on puisse dire. Non seulement le renouvellement des structures syndicales n'a pas eu les résultats escomptés mais les travailleurs ont profité des brèches ouvertes et de l'instabilité créée par le changement de personnel syndical pour avancer leurs revendications de classe propres (salaires, conditions de travail, logement, etc.). Loin de se ralentir sous l'effet des sermons hypocrites et démobilisateurs des syndicalistes qui prônent la collaboration de classes, le dialogue et la concertation avec les directions d'entreprises et l'Etat, les grèves ouvrières se sont multipliées sous la pression des problèmes socio-professionnels, mettant en avant des détachements prolétariens de plus en plus écœurés par le fossé grandissant qui sépare les belles promesses démagogiques de l'Etat et la dure réalité qu'ils vivent dans leur chair. C'est ainsi que selon *El-Moudjahid* du 19/11/1981, le nombre de grèves serait passé de 522 en 1977 à 922 en 1980.

L'offensive politico-syndicale du FLN qui a culminé dans le VIe congrès de l'UGTA pose plus que jamais la question de la nécessaire mobilisation des travailleurs pour faire face aux attaques que prépare l'Etat bourgeois à travers son projet de restructuration des entreprises. La mobilisation des travailleurs n'a pas été entamée par l'intimidation et la répression bourgeoises mais elle s'est faite malheureusement jusqu'ici en **rangs dispersés**.

Lors de l'intervention violente du Darak-El-Watani contre les grévistes de la SONATRACH de Béni-Merad et d'Arzew, la bureaucratie syndicale n'a même pas jugé opportun d'informer les autres travailleurs sur ce qui s'est passé et elle ne pouvait le faire de par sa nature et sa fonction anti-prolétarienne. Seuls quelques syndicalistes courageux ont eu le mérite de le faire malgré les risques qu'ils couraient, en profitant de la tenue de certaines assemblées de fédérations syndicales. Il va sans dire donc que la construction de l'unité d'action des travailleurs passe nécessairement par la prise en charge de certaines tâches élementaires comme celle qui consiste à briser le mur du silence et de l'isolement qui entoure les luttes ouvrières.

C'est sur les épaules des travailleurs les plus conscients de leurs intérêts de classe que pèsera l'accomplissement de ces tâches. Confier, en effet, des tâches aux agents de la collaboration de classes ou compter un seul instant sur les bureaucrates syndicaux pour les accomplir équivaut pratiquement à les **saboter**. Il doit cependant être clair que, malgrè tout cela nous n'appelons pas les travailleurs combatifs à déserter les rangs de l'UGTA. Celle-ci encadre pratiquement le tiers des 3 millions de salariés en Algérie. Déserter aujourd'hui l'UGTA équivaut à laisser le million de travailleurs syndiqués sous la pression de la bureaucratie syndicale corrompue.

Bien au contraire, tout en évitant d'y prendre des responsabilités bureaucratiques compromettantes, les travailleurs conscients doivent rester en contact avec la masse des travailleurs syndiqués pour les arracher à l'influence de la bureaucratie syndicale.

La tendance de Chérif Messaâdia — Djeghaba a pris sur elle l'engagement de venir à bout des luttes ouvrières en donnant carte blanche aux syndicalistes les plus zélés dans le flicage et l'intimidation des travailleurs. Dans ces conditions, la lutte sera certainement plus difficile dans les entreprises. Mais il n'en demeure pas moins qu'après la restructuration dont elle est l'objet, l'UGTA sortira plus discréditée que jamais aux yeux des travailleurs. Aux travailleurs conscients d'en profiter pour sensibiliser leurs camarades dans les entreprises sur la nécessité de s'organiser indépendamment de la bureaucratie syndicale vendue à l'Etat bourgeois car c'est seulement à cette condition que les travailleurs pourront effectivement se mobiliser afin de lutter pied à pied pour arracher la satisfaction de leurs revendications de classe et faire échec aux attaques qui se préparent contre l'ensemble de la classe ouvrière dans le cadre de la restructuration des entreprises.

Lecteur, abonne-toi, écris-nous !

Fais connaître El-Oumami autour de toi !

La renaissance du mouvement étudiant

Sans revenir sur l'histoire du mouvement étudiant algérien que nous avons déja traité dans le numéro 22 d'*El-Oumami*, nous pouvons situer la renaissance de ce mouvement aux années 1976-77.

En effet, la grève des étudiants de Socio à la fin de 1976 inaugurera une nouvelle période dans l'histoire du mouvement étudiant algérien. La détérioration des conditions sociales et pédagogiques a constitué le moteur des luttes qui ont, depuis, secoué l'université algérienne: grève des étudiants arabophones lors du premier semestre 1977, grève des étudiants de psycho d'Alger à partir d'avril 1977, grève de masse à l'université des Sciences et Techniques de Bab-Ezzouar en mars 1978, grève des étudiants arabophones de l'Ecole Normale en avril 1978, grève touchant l'ensemble de l'université d'Alger lors de la rentrée 1978-79 à la suite de la suppression du transport universitaire.

Cette **tendance** à la lutte en dehors de l'appareil sclérosé de l'UNJA, même si elle n'était qu'embryonnaire, devait aller en s'affirmant peu à peu. Ainsi, en 1979, le comité du centre universitaire de Ben Aknoun a réussi à se débarrasser des éléments de l'UNJA grâce à un **travail de sensibilisation et de mobilisation** autour des revendications sociales. Par ailleurs, au centre universitaire de Tizi-Ouzou, les étudiants élirent directement un comité autonome par rapport à la commission nationale étudiante (CNE) de l'UNJA et se mirent en grève pour exiger la reconnaissance par les autorités de leur comité comme seul représentant des étudiants. Dans le même esprit un comité a été également créé à l'institut des sciences économiques d'Alger indépendamment de l'organisation officielle de la jeunesse.

Avec le «Mouvement du Printemps» 1980, le mouvement de masse étudiant redémarrera avec un souffle nouveau, comme l'atteste la mise sur pied d'une coordination universitaire à Alger qui, englobait non seulement des étudiants de plusieurs filières (sciences éco, droit, médecine) mais surtout travaillait en liaison avec la coordination de Tizi-Ouzou. Cela est d'autant plus important qu'il ne faut pas oublier que le cloisennement des luttes et l'isolement des grèves des étudiants arabophones en 1977-78 par exemple ont facilité aux nationalistes pan-arabistes du Baâth leur sale besogne de manipulation et de récupération du mouvement dans le but de s'en servir, entre autres choses, comme foyer de recrutement pour une police parallèle qu'on a justement vue à l'œuvre durant le «Mouvement du Printemps».

Cependant, malgré la montée des courants baâthistes et «Frères Musulmans» à l'université, il reste à faire éminemment positif: c'est dans la lutte pour leurs revendications pédagogiques et sociales urgentes que les étudiants se sont rendus compte de la nécessité de s'organiser indépendamment de la CNE-UNJA. Ce qui est plus fort encore, c'est qu'au cours de la lutte et face à la répression qui s'est abattue sur le «Mouvement du Printemps», le mouvement étudiant s'est radicalisé: aux revendications sociales, pédagogiques et culturelles, il a ajouté la **revendication centrale des libertés politiques.**

Aujourd'hui, les collectifs étudiants durement éprouvés par la répression sont réduits à une existence clandestine. Qu'à cela ne tienne. C'est en partant du bilan de la période qui 'est ouverte 1976-77 et surtout avec la capitalisation des riches enseignements du «Mouvement du Printemps» que le mouvement étudiant pourra redémarrer sur des bases plus justes et plus sûres.

Le mouvement des femmes

A l'occasion du débat de l'APN sur le projet réactionnaire du «statut personnel» à la fin 1981, le mouvement de des masses en Algérie s'est enrichi d'un mouvement de femmes qui, bien qu'étant socialement et politiquement hétérogène et encore à un stade très embryonnaire, n'en demeure pas moins un fait remarquable et éminemment positif.

Le 28 octobre 1981, une centaine de femmes, étudiantes et travailleuses, a manifesté devant le siège de l'Assemblée Nationale à Alger contre le projet de statut personnel. Le 14 novembre, ce sont les postières et les infirmières qui manifestaient pour la même raison. Deux jours plus tard, à l'appel du Collectif de femmes d'Alger, une autre manifestation regroupant 400 personnes a eu lieu.

Après une brève accalmie le mouvement reprit le 14 décembre avec un rassemblement devant le siège de l'APN. Les femmes furent reçues par les flics en civil et en uniforme, par des injures et des coups. Malgré la répression le Collectif a appelé à un autre rassemblement le 23 décembre à la Grande Poste en plein centre-ville. Le dispositif mis en place pour «accueillir» les manifestantes montre la peur de la bourgeoisie devant les **méthodes de l'action directe** comme les rassemblements et les manifestations de rue même quand elles sont utilisées par un petit nombre. La poste fut ainsi fermée un quart d'heure avant le rassemblement, la place bouclée, la foule repoussée sans ménagements et les flics encerclant les manifestantes et arrachant les banderoles qu'elles avaient déployées. Malgré cela, elles résistèrent et ne bougèrent pas des marches de la poste.

Par ailleurs, le 14 décembre, une grève eut lieu en milieu étudiant à Oran : une AG fut tenue et une motion de soutien au rassemblement d'Alger fut adoptée. Un mois plus tard, le 24 janvier 1982, sous la pression de la mobilisation, le gouvernement décida l'ajournement du débat par l'APN sur le statut personnel.

Ce simple rappel des faits qui ne peuvent que nous réjouir ne doit, cependant, pas nous cacher la réalité d'un mouvement tel celui des femmes en Algérie. Bien que l'oppression et les discriminations touchent pratiquement les femmes de toutes les classes sociales, elles ne les touchent pas au même degré ni avec la même intensité. C'est ce phénomène **matériel** qui engendre la lutte des classes au sein du mouvement des femmes. Reconnaître que le mouvement des femmes ne peut être à l'abri des contradictions de classe parce que précisemment il est composé de femmes appartenant à des classes sociales différentes ne signifie pas que l'on tombe dans «l'ouvriérisme». Les militantes et les militants sincères doivent combattre résolument toutes les discriminations qui touchent les femmes et pour arracher l'égalité des droits.

Ceci dit, si l'on se doit de refuser le piège de l'«ouvriérisme», nous avons mille fois plus raison de rejeter celui du féminisme bourgeois et petit-bourgeois, qui, sous prétexte de tenir compte des «spécificités» de la situation des femmes, cherche à gommer les différences de classe et à mettre les travailleuses à la remorque des bourgeoises et des petites-bourgeoises. Or, les bourgeoises et une partie des petites-bourgeoises n'ont pas de problèmes économiques et sociaux (logement, approvisionnement, santé...) et elles peuvent se permettre d'avoir des bonnes pour les tâches domestiques. De ce fait leur «lutte» se limite à un **horizon purement juridique**.

Par contre, les femmes travailleuses et au foyer ont, certes, intérêt à se débarrasser de toutes les tracasseries juridiques et administratives mais, contrairement aux bourgeoises et petites-bourgeoises, cela ne fera que **dévoiler** encore plus **la nature économique et sociale** des problèmes auxquels elles sont confrontées. Voilà pourquoi la lutte pour l'égalité des droits ne peut être, pour les femmes exploitées et opprimées, une fin en soi.

Voilà pourquoi, dès aujourd'hui, les travailleuses et les militantes révolutionnaires, tout en participant au mouvement de femmes actuel, malgré ses faiblesses et ses limites, doivent constamment lier la lutte contre les discriminations qui touchent les femmes à la lutte pour les revendications sociales et avancer des méthodes susceptibles de **favoriser la jonction** avec le jeune mouvement ouvrier algérien.

Le mouvement culturel

Ce mouvement qui s'est déclenché en avril 1980 après l'interdiction d'une conférence de Mouloud Mammeri sur la poésie berbère ancienne a été l'occasion pour les larges masses exploitées et opprimées de poser la revendication légitime de la lutte contre les discriminations linguistique et culturelle. Il ne faut pas oublier que cette oppression culturelle touche particulièrement les berbérophones, soit 5 millions d'habitants si l'on compte les chaouia et les touaregs. Plus largement encore, cette oppression touche aussi l'arabe algérien parlé dans tout le reste du pays.

L'expérience du mouvement du printemps 1980 a montré que la revendication de la reconnaissance des langues et des cultures populaires a incontestablement un impact psychologique considérable parmi de larges couches sociales en Kabylie et dans une moindre mesure à Alger. C'est une revendication juste dans la mesure où elle traduit concrètement le refus par les masses de l'oppression culturelle, manifestation particulière de l'oppression bourgeoise multiforme qu'elles subissent à travers l'officialisation de la langue arabe classique et l'hégémonie de l'idéologie «arabo-islamique».

Cependant, dans la mesure où cette revendication concerne plusieurs classes sociales, les militants d'avant-garde doivent, comme dans tout mouvement de masse socialement hétérogène, œuvrer pour lui imprimer un caractère de classe prolétarien et révolutionnaire.

La lutte contre l'oppresion culturelle que la bourgeoisie fait subir aux masses s'accompagne donc de la critique résolue des orientations réformistes et pacifistes qui se manifestent au sein du mouvement (FFS, berbéristes...)

Il importe aussi aux militants d'avant-garde de lier la lutte pour la reconnaissance des langues populaires aux revendications sociales et politiques brûlantes afin de favoriser l'union grandissante des masses exploitées par delà les différences linguistiques et culturelles.

Le mouvement du printemps 1980: un tournant dans la lutte des classes

Comme tout le monde le sait, ce mouvement s'est déclenché sous le signe de la lutte contre les discriminations culturelles et linguistiques qui touchent surtout les berbérophones. Cependant, il serait faux de s'en tenir exclusivement à cela. Le «Mouvement du Printemps» a une portée beaucoup plus grande encore : il constitue **un véritable tournant historique dans la lutte des classes en Algérie.**

Les manifestations de Kabylie et d'Alger expriment, en effet, non seulement le refus de l'oppression culturelle et **surtout** le mécontentement social grandissant des larges masses exploitées et opprimées comme l'attestent les slogans scandés : «*Nous en avons assez de l'injustice !*», «*Assez de cette vie de misère et de soumission !*», «*Union des masses populaires contre la bourgeoisie !*», «*A bas la bourgeoisie !*», «*Vive les libertés démocratiques !*», «*Vive le vrai socialisme !*».

La réaction populaire massive à la mesure répressive interdisant la conférence de Mouloud Mammeri apparaît donc clairement comme **la goutte d'eau qui a fait déborder le vase**. Le caractère massif de la grève générale du 16 avril est là pour en attester. Ce jour-là en effet, étudiants et lycéens se sont retrouvés côte à côte avec les fellahs mécontents descendus des campagnes et les ouvriers des usines de la région (SONELEC de Tizi Ouzou, SONITEX de Draâ-Ben-Khedda, travailleurs hospitaliers, etc.). Le millier d'ouvriers de la SONELEC qui a occupé l'usine et menacé de faire sauter la centrale électrique en cas d'intervention des CNS atteste que le mouvement avait atteint une **politisation** et une **radicalisation** dépassant de loin le seul cadre d'un mouvement strictement culturel et posait à l'ordre du jour la question de l'affrontement direct avec l'Etat bourgeois. C'est là un fait éminement positif qui avec l'**entrée sur la scène sociale de la classe ouvrière** avec ses méthodes de lutte propres (grèves, occupations, piquets, auto-défense), a ouvert une ère nouvelle dans la lutte des classes en Algérie qu'il s'agira de mettre à profit.

LUTTE DE CLASSE ET PERSPECTIVES REVOLUTIONNAIRES

L'argent s'entasse là-bas
Dans les villes bâties sur les plaines
Plaines au-dessus des montagnes
Il est produit par les bras
Confisqué par les ventrus
Ceux-là même qui nous enchaînent
Ils détiennent le pouvoir aux USA
En URSS et partout dans le monde
S'appuyant sur ceux auxquels ils jettent les os
Ces chiens qui nous gouvernent

Bras, autant que nous sommes
Que nous soyons chômeurs
Ou ouvriers d'usine
Nos luttes intestines
Doivent disparaître
Voyons plutôt leur instigateur

Unissons-nous contre lui
Et la paix sera
Le monde changera de base
Notre soleil resplendira

(Extrait d'un chant berbère de Ferhat)

Le besoin de la préparation et l'organisation des luttes

Au lendemain de l'annulation du mot d'ordre de grève générale décidée par les animateurs de la coordination universitaire de Tizi-Ouzou, nous avons soutenu : «Les militants d'avant-garde qui se sont radicalisés et politisés au cours de la lutte ne doivent pas se décourager même au cas où le mouvement de masse montre des tendances à l'essouflement et au reflux. Ce reflux ne sera d'ailleurs que **provisoire**. Le malaise social n'a jamais été aussi profond. Le mécontentement des masses ne pourra pas ne pas déboucher ur des explosions sociales beaucoup plus grandes que celles de Tizi-Ouzou et Béjaia. Il s'agit de **préparer activement** ces explosions et non pas de les attendre passivement. En s'appuyant sur l'expérience vivante des comités qui ont préparé et organisé la lutte à Tizi, les militants doivent se préparer partout où ils se trouvent en cherchant à organiser des pôles de résistance, clandestinement au début, avant de se mettre, au fur et à mesure qu'ils se développent, à faire un travail d'agitation parmi les masses en partant de leurs besoins et en les formulant en revendications précises». (10)

Le mouvement du printemps 1980 a permis de montrer le rôle déterminant joué par les comités et les coordinations constituées indépendamment des structures officielles. Nous avons pu constater ce rôle à différents niveaux : préparation matérielle, information, mobilisation, autodéfense, etc. Les grandes luttes qui ont eu lieu ce dernières années ont permis de montrer l'importance de **la préparation et de l'organisation préalables**. L'un des plus grands enseignements que nous avons tiré de l'expérience du mouvement du printemps 1980 est précisément celui-là puisque dès septembre 1980 nous avons écrit : «Nous avons égalemet vu dans le mouvement du printemps l'importance considérable du travail qui consiste à jeter les bases de réseaux organisatifs indépedants des structures parachutées par l'Etat bourgeois bien avant le déclenchement des grèves et des manifestations. Malgré leur caractère embryonnaire et leurs insuffisances, malgré les conditions draconiennes imposées par la bourgeoisie, ce sont ces petites réseaux (comités d'Instituts, comités de lycées, de cités universitaires, de quartiers, différentes coordinations, etc.) qui ont pu impulser le travail de préparation de la lutte, d'information et de sensibilisatin autour des revendications et de la question de la répression. Voilà qui montre dans les faits que pour arracher le droit de grève, les travailleurs doivent utiliser leurs armes de classe, entre autres **la grève** (illimitée jusqu'à satisfaction des revendications, sans préavis, avec des piquets...). Que pour arracher le droit d'organisation, il ne sert à rien d'aller demander l'aumône à l'Etat bourgeois ou à ses «organisations de masse». Le plus important, c'est de construire par un travail quotidien et de long ue haleine le rapport de forces qui nous permettra d'arracher cette revendication sans sacrifier à l'ennemi notre indépendance par rapport à ses institutions et à ses agents. Cela signifie que nous devons commencer, bien avant l'orage et sans rien attendre, à tisser des liens, à nous réunir, à nous donner un minimum d'organisation, **sans demander l'autorisation à l'Etat bourgeois**. Cela ne peut se faire, bien sûr, si nous ne prenons pas les précautions nécessaires pour que ni l'Etat ni ses agents du PAGS ne soient informés de ce que nous faisons, de nos forces réelles, de l'état de notre organisation, de nos problème, etc. Cela suppose évidemment que nous combattions aussi la tendance, défendue notamment par les trotskystes du GCR, à travailler avec les «volontaires» ou à vouloir les ramener, comme cela a failli se passer dans un Institut à Alger, dans des comités qui se sont pourtant créés **par opposition** à l'UNJA et donc par opposition à la politique de collaboration de classe du PAGS»

A la suite d'un mouvement important des ouvriers de la Sonacome de Rouiba au cours duquel ces derniers ont élu directement leurs 120 délégués indépendamment des structures bureaucratiques de l'UGTA et de la GSE et ont mis en avant leurs revendications de classe, la direction a voulu corrompre le comité des travailleurs en lui proposant de participer à la gestion de l'usine. Devant le refus des travailleurs, les autorités ont parachuté une cellule d'entreprise du FLN et décapité le mouvement en faisant arrêter plusieurs travailleurs combatifs. Nous avons tiré de cet épisode la leçon qu'«avant même qu'il n'y ait un minimum d'organisation et de coordination dans plusieurs entreprises et régions, il est plus pratique de ne pas se précipiter à proclamer le comité, ce qui signifie qu'au début celui-ci doit rester clandestin et se préparer matériellement à protéger lesmilitants qui risquent d'être frappés par la répression (planques, aides financières, prises en charge de la famille) tout en appelant à la mobilisation et à la solidarité ouvrières les plus larges pour les victimes de la répression et pour la protection des structures autonomes que les travailleurs, les jeunes et les femmes se sont données au cours de la lutte».

Lutter pour les libertés politiques et syndicales sur un terrain de classe

Le durcissement de la lutte des classes à l'étape actuelle que nous traversons en Algérie et l'accentuation de la répression qui s'en suit pose plus que jamais à l'ordre du jour **la lutte intransigeante pour imposer à l'Etat bourgeois les libertés d'expression, de réunion, d'association, de rassemblement et de manifestation.** Ces libertés sont une condition nécessaire au déploiement de l'activité multiforme des masses et de notre propre activité. Nous attachons donc la plus grande importance à cette question qui se pose à chaque fois que des travailleurs, des paysans pauvres, des femmes, des étudiants ou des lycéens se mettent en lutte pour leurs revendications sociales légitimes. Cependant, l'interdiction des libertés politiques, syndicales et culturelles élémentaires ne touche pas uniquement le prolétariat et les masses exploitées. Elle touche également de larges couches de la petite-bourgeoisie et de l'intelligentsia. C'est ce qui explique que chacune de ces classes sociales est nécessairement amenée à donner à la lutte pour les libertés le contenu social et politique correspondant à ses intérêts de classe. Or, si la petite-bourgeoisie a joué un rôle révolutionnaire dans le mouvement national et la guerre de libération, force est de reconnaître qu'aujourd'hui elle n'a plus de potentialités révolutionnaires parce que ce qui est à l'ordre du jour en Algérie c'est la révolution socialiste pour laquelle seules la classe ouvrière et les masses prolétarisées ont intérêt à se battre. Par conséquent, nous ne devons pas oublier un seul instant de **mettre en avant les intérêts distincts du prolétariat** et de mettre en garde celui-ci contre la tendance objectivement et matériellement déterminée des couches petites bourgeoises au compromis, aux tergiversations et à la couardise politique et physique. Pour contrecarrer l'influence des couches petites-bourgeoises sur le prolétariat et les masses exploitées, il est indispensable d'avancer, parallèlement à la revendication des libertés politiques, syndicales **les objectifs et les méthodes de classe** qui, tout en assurant à la lutte sa pleine efficacité, favoriseront **l'entrée en scène du prolétariat de façon autonome**

L'unité d'action des travailleurs passe par la séparation d'avec les agents de la collaboration de classes

L'offensive politico-syndicale de la bourgeoisie et la reprise en main des structures périphériques de l'UGTA et de l'UNJA par l'Etat bourgeois, par FLN interposé, ne doivent en aucun cas cacher l'enjeu réel des batailles qui sont à l'ordre du jour en Algérie. Elles ne doivent pas non plus constituer une raison pour taire notre dénonciation de la politique de collaboration de classes prônée par les réformistes du PAGS. Enfin, en aucun cas, nous ne devons appeler les travailleurs et les syndicalistes combatifs à faire «front uni» avec les réformistes du PAGS, comme le font les trotskystes. Pour nous, l'enjeu fondamental de la bataille syndicale à l'ordre du jour est la défense des conditions de vie et de la travail de la classe ouvrière. C'est parce que dans la lutte pour la satisfaction de leurs revendications fondamentales, les travailleurs se heurteront à la répression bourgeoise et au mur de la bureaucratie syndicale que leurs avant-gardes ser poseront au feu de la lutte la question de l'organisation autonome et du besoin d'un syndicat de classe indépendant de l'Etat bourgeois. De cette analyse objective du cours de la lutte de classes on peut tirer travailleurs se posent la question de leur organisation autonome, cherchons à faire triompher le «moindre mal», enfonçons encore les travailleurs dans leurs illusions sur l'UGTA, défendons les apprentis-bureaucrates du PAGS contre les bureaucrates du FLN : c'est la conclusion que les trotskystes ont adoptée. La conclusions opposée, la nôtre, consiste à travailler non pas sur la base des illusions des travailleurs à un moment donné, mais sur la base des manifestations classistes qui apparaîssent ici et là de manière sporadique et qui ont besoin d'être popularisées, généralisées, coordonnées, renforcées et approfondies. Notre position ne signifie pas que nous soyons indifférents à l'unité d'action de tous les travailleurs sur la base de leurs revendications communes par-dessus leur diversité politique et idéologique. **Nous sommes pour l'unité la plus large des travailleurs dans l'action** parce que l'union fait la force. Le critère de l'unité dans l'action est simple : C'est l'action intransigeante pour la défense des revendications des travailleurs avec les méthodes qui assurent à cette action toute son efficacité. La pratique des réformistes du PAGS répond-elle à ce critère ? Evidemment non. Voilà pourquoi nous dénonçons l'attitude des trotskystes qui proposent une «unité d'action» aux Pagsistes et de ce fait contribuent à cautionner leurs orientations («bataille de la production» ; «édification nationale» ; «défense des acquis»...) et leurs méthodes («dialogue» ; «concertation»...). Nous sommes convaincus que c'est seulement autour d'objectifs de classe clairs et sans équivoque que se développera l'union grandissante des travailleurs et que se construira l'organisation indépendante du prolétariat. Dans cette perspective, il est clair que nous n'appelons pas les travailleurs combatifs à déserter les rangs de l'UGTA. Bien au contraire, tout en refusant d'y prendre des responsabilités bureaucratiques compromettantes, ils doivent rester en contact avec la masse des travailleurs syndiqués pour les arracher à l'influence de la bureaucratie syndicale et aux orientations gestionnaires et collaborationnistes et pour les sensibiliser à la nécessité de la lutte pour les revendications de classe et au besoin d'un syndicalisme de classe indépendant de l'Etat bourgeois.

L'alternative révolutionnaire à la crise du capitalisme

La lutte pour les revendications socio-professionnelles des masses ouvrières et exploitées, contre la répression multiforme, pour l'égalité des droits entre les hommes et les femmes, pour les libertés politiques et syndicales, si elle est menée sur un terrain de classe avec les méthodes de l'action directe, tend à donner au prolétariat et aux masses exploitées un espace plus grand pour lutter contre le système capitaliste dans son ensemble.

Cependant, les communistes révolutionnaires ne peuvent se contenter de participer, ni même d'impulser et de diriger des mouvements contre la répression bourgeoise et pour arracher les libertés politiques et syndicales indispensables au développement du mouvement ouvrier. Tant que le pouvoir d'Etat demeure entre les mains de la bourgeoisie, les résultats dans la lutte immédiate, tant économiques, sociaux que politiques que peut concéder la classe capitaliste sous la pression des masses prolétariennes en mouvement, sont toujours susceptibles d'être soit remis en cause, soit vidés de leur contenu réel.

Depuis le *Manifeste du Parti Communiste* de 1848, «*les communistes ne s'abaissent pas à dissimuler leurs opinions et leurs projets. Ils proclament ouvertement que leurs buts ne peuvent être atteints que par le renversement violent de tout l'Ordre social passé*». C'est pourquoi les communistes révolutionnaires mènent et organisent la lutte

contre la répression bourgeoise ainsi que la résistance quotidienne à l'exploitation capitaliste tout en les liant à la perspective politique du renversement de la bourgeoisie, de la prise du pouvoir par le prolétariat, de l'instauration de sa dictature de classe et de la réalisation de la société communiste à l'échelle mondiale.

D'ailleurs, les communistes révolutionnaires ne sont pas les seuls à lier et à subordonner la lutte de défense immédiate à leur perspective politique finale. Tous les courants politiques se frottent à la lutte immédiate non seulement en essayant d'y importer leurs méthodes mais aussi en essayant de les détourner vers leurs objectifs programmatiques et politiques respectifs.

Ceux qui se réclament «autonomes» en se démarquant de toutes les organisations politiques existantes ne constituent pas dans la réalité une exception à cette règle. Car qu'ils le veuillent ou pas, ils défendent une certaine politique dès le moment où ils prennent une certaine position vis-à-vis de l'Etat en place et essayent de systématiser les aspirations et les objectifs du mouvement qui leur a donné naissance sous la forme de mots d'ordre politiques.

Les courants de la soi-disant «opposition» algérienne n'hésitent pas à mettre à profit les conditions politiques d'exception qui pèsent sur les masses algériennes pour proposer, chacun de son côté, leurs recettes respectives. Néanmoins, pour variées qu'elles soient, ces recettes politiques se rejoignent dans la revendication d'un «régime démocratique» que tout le monde présente comme étant ni la dictature du prolétariat ni la dictature de la bourgeoisie. Passons sur les démocrates libéraux type UNLD ou F.Abbas qui rêve d'une démocratie à l'occidentale dont la bourgeoisie algérienne est au demeurant incapable d'assumer les frais.

Les petits-bourgeois du PRS et leurs dissidents revendiquent de leur côté une issue qui soit à la fois démocratique et «de gauche». Quant aux trotskystes ultra-dégénérés, ils ne cessent pas de faire un grand tapage autour du mot d'ordre de l'«Assemblée Constituante» qui déboucherait selon eux sur un «gouvernement ouvrier et paysan» au sujet duquel ils se gardent bien de donner la moindre précision.

La phraséologie «révolutionnaire» dont font parfois preuve ces courants petits-bourgeois cache mal le réformisme qui constitue la base de leurs positions politiques et qui est aux antipodes du marxisme révolutionnaire. Il est clair qu'en Algérie, l'Etat s'est débarrassé des formes de formes de domination politique impérialiste qui écartaient du pouvoir politique la bourgeoisie nationale au profit de la caste coloniale, relais des privilèges directs de l'impérialisme.

Dans ces conditions, la seule issue révolutionnaire qui soit donnée au prolétariat et aux masses exploitées des villes et des campagnes, est la destruction violente de cet Etat bourgeois et non pas sa «démocratisation» par un changement de régime, l'instauration de la dictature du prolétariat et non pas une république démocratique avec Assemblée Constituante qui même si elle était réalisable, ne pourra que donner un vernis «représentatif» et une forme plus souple, et donc plus trompeuse, à la domination politique de la bourgeoisie.

Contre les courants trotskystes qui se réclament à tort du marxisme révolutionnaire, cependant qu'ils ne savent jurer que par l'Assemblée Constituante, nous proclamons qu'il ne peut y avoir aucune forme de pouvoir politique qui ne soit ni la dictature du prolétariat ni la dictature de la bourgeoisie. Nous ne faisons en cela que défendre les positions rigoureuses du communisme révolutionnaire dans la question centrale de l'Etat comme Lénine a dû également le faire face aux liquidateurs et aux révisionnistes d'hier : «*Il n'y a pas de milieu. Seuls en rêvent vainement les fils à papa, la gent intellectuelle, les petits messieurs qui ont fait de mauvaises études dans de méchants bouquins. Nul part au monde il n'y a et il ne saurait y avoir de milieu. Ou bien la dictature de la bourgeoisie (dissimulée sous la pompeuse phraséologie socialiste-révolutionnaire et menchévique sur la souveraineté du peuple, la constituante, les libertés, etc), ou bien la dictature du prolétariat. Celui à qui toute l'histoire du XIX siècle n'a pas appris cela est un imbécile fini*». (*Oeuvres*, tome 29, p.564).

Il est clair que la dictature du prolétariat, qui entraînera en Algérie la masse des paysans sans terre, sans travail et sans-réserves, aura à réaliser toutes les tâches démocratiques que la bourgeoisie s'est révélée incapable de réaliser (comme c'est le cas de la brûlante question agraire par exemple), même si elle oeuvrera, surtout en liaison avec la classe ouvrière de tous les pays, à la victoire de la révolution prolétarienne internationale et à la transformation communiste de la planète entière.

Pour la construction du Parti d'avant-garde révolutionnaire !

Pour la construction du parti d'avant-garde révolutionnaire !

Le mécontentement et la combativité des masses travailleuses et de la jeunesse n'ont pas été entamés par la répression bourgeoise. il faut s'appuyer sur ces phénomènes réels pour s'organiser mais on se trompera lourdement si on croit un seul instant que l'organisation naîtra spontanément du mécontentement et de la combativité des masses. Pour organiser les travailleurs, les jeunes et les femmes dans un pays où pour mettre fin à un mouvement, l'Etat mobilise des forces sans commune mesure avec le mouvement en question, il faut des militants convaincus que si on lâchait pieds dans la lutte présente pour des revendications partielles, on se priverait du même coup de la possibilité d'engager demain la lutte révolutionnaire finale.

C'est là que surgit la nécessité urgente et primordiale du Parti d'avant-garde révolutionnaire. Le Parti d'avant-garde est nécessaire pour donner à la classe ouvrière en mouvement l'unité de but, de volonté et d'action, et pour féconder la lutte revendicative en vue de la transformer en lutte révolutionnaire pour la prise du pouvoir et l'instauration de la dictature du prolétariat. Mais la nécessité du Parti d'avant-garde devient d'autant plus urgente et primordiale que l'on se trouve dans une situation où son absence tragique risque d'éloigner la perspective de l'organisation du prolétariat algérien sur des bases saines lorsqu'on voit déjà les charognards du Parti de l'Avant-Garde Socialiste (PAGS) faire semblant de se tranformer en défenseurs de la classe ouvrière et de la jeunesse contre les attaques répétées de l'Etat bourgeois.

Les militants qui sont engagés sur les différents terrains de la lutte des classes doivent apprendre à regarder la réalité avec un certain recul. Nous ne répéterons jamais assez que la liaison avec les secteurs qui bougent est indispensable à la fois pour impulser les efforts d'organisation immédiate, pour participer aux mouvements de masse et pour contrer les manoeuvres de l'Etat bourgeois et les fausses solutions des réformistes du PAGS. Or, il est inutile de s'étaler sur les moyens que les agents de l'Etat bourgeois et les réformistes du PAGS ont à leur disposition pour faire leurs sales besognes respectives.

Les militants qui interviennent dans des activités syndicales ou culturelles et qui se réunissent souvent dans des cercles d'étude et de réflexion doivent absolument en tenir compte. Nous nous adressons particulièrement ici à toutes celles et à tous ceux qui sympathisent avec nos positions. LA PRIORITE DES PRIORITES A L'ETAPE ACTUELLE C'EST LA CONSTRUCTION DU PARTI D'AVANT-GARDE REVOLUTIONNAIRE, un parti qui centralise toutes les énergies révolutionnaires et qui les dispose de façon rationnelle afin de répondre aux exigences de la lutte des classes, tout en respectant l'impératif du cloisonnement que nous impose la clandestinité.

Combien de militants ou de cercles sont-ils en train de refaire aujourd'hui dans leur coin telle ou telle expérience déjà acquise par d'autres militants ou

d'autres cercles ? Combien de militants ou de cercles sont-ils en train de travailler aujourd'hui sur telle ou telle question, historique ou politique, déjà entamée par d'autres militants ou d'autres cercles ? Et encore, il ne s'agit pas là de la question essentielle sur laquelle nous voudrions attirer l'attention de nos sympathisants. Ceux qui sympathisent avec les positions du communisme révolutionnaire et internationaliste ne courent pas les rues aujourd'hui en Algérie. Il s'en suit : premièrement, qu'il ne faut pas perdre de temps; deuxièmement, qu'il ne faut pas disperser nos énergies.

Lorsque nous disons que le Parti c'est la priorités des priorités aujourd'hui, nous entendons par là qu'il faut dès maintenant tirer de cette constatation toutes les conclusions pratiques qui s'imposent. Les cercles qui se forment autour d'*El Oumami* sont constitués en général d'éléments qui interviennent sur d'autres terrains. Loin de nous l'idée de les en dissuader. Mais l'activité en direction des jeunes qui aspirent à un changement radical et qui brûlent de se battre pour en finir avec ce système doit être prioritaire.

Propager parmi ces jeunes le marxisme révolutionnaire, leur montrer qu'aucun changement radical ne se produira sans le renversement violent de l'Ordre bourgeois et l'instauration de la dictature du prolétariat, les organiser sous la bannière du socialisme scientifique et de l'internationalisme prolétarien, en un mot en faire une petite armée profondément convaincue et fortement disciplinée : c'est là notre tâche primordiale. Même peu nombreux, ces jeunes militants envoyés dans le mouvement de masse se comporteront comme des soldats révolutionnaires car ils seront orientés et dirigés par un centre révolutionnaire unique et reliés les uns aux autres par un tissu organisatif solidement constitué qui assure le maximum d'efficacité et de cohésion à l'action de chaque groupe.

La bourgeoisie n'aura plus affaire à des cercles ou à des comités isolés les uns des autres et, plus grave encore,agissant sous la pression de facteurs locaux sans aucune analyse sérieuse des tendances économiques, sociales et politiques nationales et internationales et du jeu des différentes classes sociales et forces politiques. Rien qu'avec une telle donnée nouvelle sur la scène politique et à supposer que la combativité et le mouvement de masse resteront au même niveau, NOUS FERONS PLUS MAL A LA BOURGEOISIE.

Pour parler plus concrètement, nous dirons aux cercles qui sympathisent avec nos positions que l'absence du Parti marxiste révolutionnaire doit nécessairement nous amener à donner la priorité à l'activité révolutionnaire illégale, car s'il est indispensable de mener le travail de masse partout où l'on se trouve, il serait illusoire de penser que la construction du Parti viendra dans une autre étape, ou, pire encore, que le Parti pourra naître spontanément un jour de la jonction de l'avant-garde révolutionnaire avec le mouvement de masse.Il va sans dire donc que les cercles auront à disposer concrètement de leurs forces non seulement en tenant compte de la clandestinité et en laissant donc une partie des forces à l'ombre, mais aussi et surtout en ayant bien à l'esprit que le réseau organisatif du Parti d'avant-garde reste à construire.

Certes, comme l'expliquait Lénine dans «Que faire ?», le journal ne joue pas seulement le rôle de propagandiste et d'agitateur collectif mais aussi celui d'organisateur collectif. Si Lénine a bien comparé le journal à l'échaffaudage dressé autour d'un bâtiment en construction, il est clair qu'aucune construction ne peut se passer de constructeurs. La construction du Parti d'avant-garde révolutionnaire n'échappe pas à cette règle. A tous nos sympathisants, à tous les cercles isolés, nous lançons cet appel : PRENEZ CONTACT AVEC *EL OUMAMI* ! Pour rompre l'isolement ! Pour construire ensemble le Parti d'avant-garde révolutionnaire ! Pour nous préparer aux batailles révolutionnaires qui nous attendent !

Nos tâches

1. Le mur du silence qui entoure les luttes sociales en Algérie, la censure systématique pratiquée par la bourgeoisie et l'intoxication érigée en système d'information posent avec acuité la nécessité d'un travail de popularisation des luttes dans les différentes régions et dans l'émigration. Nous devons pour notre part y contribuer avec nos moyens mais avec le maximum d'intérêt et de régularité.

Il s'agira de contrecarrer les mensonges et les calomnies de la bourgeoisie, de mettre en avant la justesse et la légitimité des revendications et des luttes des ouvriers, des jeunes chômeurs et des masses exploitées plus généralement et d'appeler à la solidarité de classe en prenant des initiatives concrètes dans ce sens à chaque fois que c'est possible et en soutenant les initiatives justes qui sont prises par ailleurs par des groupes ou des comités autonomes.

2. La popularisation des luttes et la participation à des initiatves concrètes allant dans le sens d'une solidarité effective avec les masses prolétarisées en lutte ne signifient nullement que nous devons nous autodissoudre et oublier un seul instant nos responsabilités politiques et idéologiques, en tant que militants d'avant-garde appartenant à une organisation marxiste révolutionnaire. Au contraire, tout en prenant nos responsabilités par rapport aux données actuelles de la lutte des classes, nous ne cesserons jamais de mettre en avant nos perspectives et en particulier la perspective de la nécessaire jonction du mouvement de protestation des lycéens et des jeunes chômeurs avec le prolétariat industriel même si celui-ci n'est pas encore aujourd'hui à l'avant-garde du combat contre les effets du système capitaliste.

Au stade où en sont les contradictions de la société algérienne et où nous en sommes nous-mêmes, le travail qui consiste à montrer la nécessité de l'entrée en scène du prolétariat industriel prendra nécessairement la forme d'un **travail de propagande et d'agitation** qui ne peut toucher effectivement qu'une **couche restreinte** de jeunes chômeurs, de lycéens et dans une moindre mesure d'étudiants. Ce n'est pas une raison pour ne pas s'atteler à ce travail. Si nous gagnons **aujourd'hui** à cette perspective un petit nombre de jeunes chômeurs et de lycéens, le jour où le prolétariat industriel fera violemment irruption sur la scène sociale, il existera des noyaux organisés au sein de la jeunesse lycéenne et sans travail capables de constituer un relais physique du prolétariat dans leurs couches sociales respectives et dans l'armée (par l'intermédiaire du service national).

Dans ces conditions, il restera au prolétariat à gagner et à entraîner les paysans pauvres pour organiser à la tête de l'ensemble des masses prolétarisées, exploitées et opprimées des villes et des campagnes, le combat décisif contre la bourgeoisie et ses alliés objectifs.

3. La faillite des partis politiques issus de la crise du FLN (PRS,FFS, gauche du FLN) et l'absence d'une force organisée face aux appareils politiques et répressifs de la bourgeoisie expliquent largement le caractère spontané des explosions sociales qui ont secoué plusieurs localités du pays pendant ces deux dernières années.

Or, comme l'expliquait Lénine dans «Que Faire ?», plus la spontanéité est importante dans un mouvement et plus se fait ressentir la nécessité de l'intervention consciente et organisée du Parti d'avant-garde révolutionnaire dans la mesure où plus la spontanéité est grande dans un mouvement et plus celui-ci a tendance à aller dans tous les sens et plus donc il a besoin d'une unité de but, de volonté et d'action. «*Plus grand est l'élan des masses,* écrivait Lénine dans «Que Faire ?», *plus le mouvement prend de l'extension, et plus vite encore s'affirme la nécessité d'une haute conscience dans le travail théorique, politique et d'organisation de la social-démocratie*».

C'est notre responsabilité de sensibiliser les travailleurs et les jeunes conscients sur cette exigence historique primordiale. Notre faiblesse numérique comparée à l'ampleur des tâches que nous devons accomplir et à l'intensité et la profondeur des mouvements de protestation qui ont secoué la Kabylie, l'Oranais et le Constantinois doit être surmontée à brève échéance dans la mesure où les conditions objectives sont favorables sous peine de manquer le rendez-vous avec l'Histoire.

Nous devons accorder le maximum d'attention dans les mois qui viennent à ces deux aspects de notre vie organisative :

Consolidation et dynamisation de nos structures (groupes, cercles de sympathisants) de façon à ce qu'elles puissent réagir assez vite;

Recrutement de nouveaux membres en accordant un intérêt plus grand que par le passé aux lecteurs et contacts et en leur donnant les moyens de participer dans les formes variées au travail collectif (collaboration au journal, diffusion de tracts, prises de contacts, etc).

PRESSE PERIODIQUE
DU PARTI COMMUNISTE INTERNATIONAL

REVUES

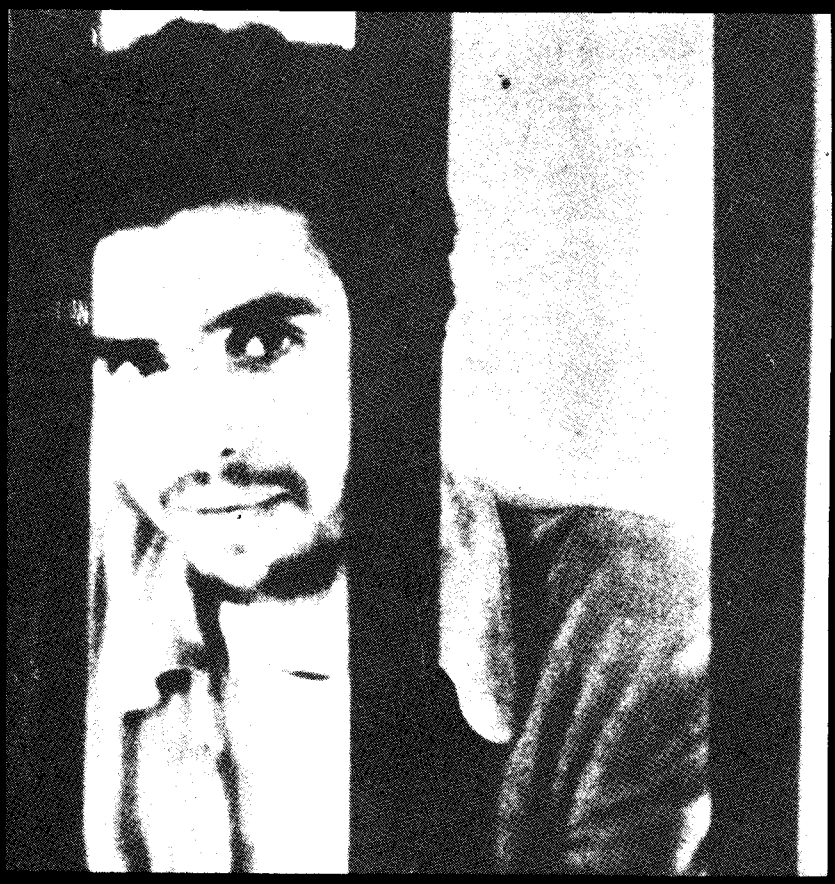
Programme Communiste
Communist Program
El Programa Comunista
Kommunistisches Programm
Kommounistikò Pròg ramma
Al-Bournamadj Al-Chouyoui'i

JOURNAUX

Il Programma Comunista
Le Prolétaire
El Comunista
Proletarier
El-Oumami

SUPPLEMENTS

Le Prolétaire (Suisse)
Le Prolétaire - De Prolatarier

BULLETINS

El Proletario
Proletario
Enternasyonalist proleter
El-Chouyoui'i